

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MERCREDI 04 MAI 2011

WOENSDAG 04 MEI 2011

Matin

Voormiddag

La séance est ouverte à 10 h 25 et présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction des offres conjointes de produits financiers" (n° 3612)

01.01 Peter Logghe (VB): Au cours de la précédente législature, l'interdiction de l'offre conjointe de produits a été abrogée sous la pression de l'Union européenne. L'offre conjointe de produits financiers toujours interdite est la seule exception majeure qui subsiste. Sur le terrain, un crédit hypothécaire est très souvent associé à une ou plusieurs assurances ce qui permet au client de bénéficier de taux d'intérêt plus favorables, mais il a dans le même temps plus de difficultés à exercer son droit de résiliation, lorsque l'entreprise d'assurances modifie par exemple ses conditions, puisqu'il risque de perdre l'avantage des taux d'intérêts inférieurs.

Au vu des pratiques commerciales largement répandues en matière de liaison de prêts hypothécaires à diverses assurances, comme l'assurance solde restant dû, l'assurance vie et l'assurance incendie, ne serait-il pas opportun de modifier la loi?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs est une loi générale. Elle abroge en effet l'ancienne interdiction d'offre conjointe de produits de la loi sur les pratiques du commerce, à l'exception de l'offre conjointe de services financiers. La nouvelle loi prévoit plusieurs exceptions à cette interdiction. En outre, une loi spéciale peut instaurer des dispositions spécifiques. La loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire est une loi spéciale et contient des dispositions relatives à la réduction conditionnelle du taux d'intérêt. Une telle réduction peut être accordée si le crédit hypothécaire est associé à une ou plusieurs assurances. Par ailleurs, on informe l'emprunteur qu'il ne bénéficiera plus de la réduction du taux d'intérêt s'il change d'assureur pendant la durée du crédit hypothécaire. Il lui est donc effectivement loisible de recourir au droit de résiliation légal annuel.

La réduction conditionnelle du taux d'intérêt est de fait une pratique largement répandue et admise légalement. Il s'agit d'une exception à l'interdiction d'offre conjointe de produits financiers. L'organisme assureur est libre de modifier ses conditions et, à son tour, le client a la possibilité de mettre un terme à son contrat chaque année. Lorsque l'assureur décide lui-même de résilier l'assurance, la réduction du taux d'intérêt reste bien évidemment acquise.

On peut difficilement qualifier ces pratiques d'abusives, étant donné que le législateur lui-même a autorisé ce mode de fonctionnement par le biais des articles 9, 21 et 47 de la loi relative au crédit hypothécaire. Il s'agit en l'occurrence d'une condition contractuelle cohérente et compréhensible pour le consommateur. La

réduction conditionnelle du taux d'intérêt est explicitement stipulée dans l'offre et le contrat de crédit. Il est veillé rigoureusement à une information correcte du candidat emprunteur.

01.03 Peter Logghe (VB): Certains organismes assureurs prêteurs ne respectent pas scrupuleusement la loi lorsqu'ils mettent fin eux-mêmes à un contrat d'assurance et augmentent malgré tout le taux d'intérêt. Il ressort de la réponse du ministre que le gouvernement n'envisage nullement de supprimer l'interdiction de vente couplée de produits financiers.

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'interdiction d'offre conjointe de produits financiers est maintenue, avec les exceptions prévues. Si l'assureur résilie lui-même l'assurance, la réduction de taux d'intérêt ne peut être modifiée. Nous y veillons. De plus, une possibilité de s'adresser au service de médiation pour les banques est offerte.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le résultat des négociations du traité ACTA" (n° 3613)

02.01 Valérie Déom (PS): Des spécialistes dénoncent les remises en cause par l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA – Anti-Counterfeiting Trade Agreement), finalisé en octobre 2010, de droits fondamentaux et d'acquis communautaires: le texte porterait atteinte aux droits de la défense, à la protection de la vie privée, au principe d'une réparation du dommage ou à la proportionnalité des procédures correctives et coercitives. De plus, là où les mesures douanières communautaires ne visent que les "marchandises de contrefaçon", l'ACTA définit très largement les activités "commerciales", faisant référence à tout droit de propriété intellectuelle.

Contrairement à ce que vous disiez, les négociations secrètes sur l'ACTA, auxquelles la Belgique a pris part, ont abouti à un texte qui remet en cause des acquis communautaires fondamentaux, la circulation internationale des médicaments génériques et abuse de la procédure pénale pour renforcer des intérêts privés.

Il en ressort une disproportion évidente entre le but poursuivi, et les moyens mis en œuvre.

Comment expliquez-vous que les négociations aient abouti à une telle remise en cause des acquis communautaires? La Belgique et l'Union européenne peuvent-elles signer et ratifier un tel traité?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Jusqu'à la fin des négociations, la Commission européenne, la présidence belge et les États membres ont veillé au respect de cet acquis communautaire.

À cet égard, le texte n'oblige pas les États parties à prévoir une réparation du dommage au-delà du dommage réellement subi. Il s'agit d'une disposition optionnelle et non obligatoire. Les infractions aux brevets ne sont pas visées au chapitre douanier de l'accord, on souligne seulement qu'une discrimination déraisonnable entre les droits de propriété intellectuelle doit être évitée. Les brevets et la protection des renseignements non divulgués sont exclus. Par ailleurs, l'ACTA ne constitue pas une entrave à l'accès aux médicaments (une référence à la Déclaration de Doha et l'article 7 de l'ADPIC a été insérée). Les définitions du chapitre pénal ne définissent pas les droits d'auteur ni leurs exceptions, l'ACTA étant conçu comme un traité de maintien et non de définition des droits. Pour les mesures pénales contre les copies vidéo sans autorisation, la disposition est une faculté et non une obligation pour les États parties.

La Commission européenne compte publier prochainement une réponse aux critiques soulevées.

L'accord ACTA étant compatible avec l'acquis communautaire, la Belgique et l'Union européenne devraient être en mesure de le ratifier.

En ce qui concerne le secret des négociations, il s'agit d'une pratique courante dans la négociation des accords commerciaux internationaux.

Le projet de texte a été publié après chaque round de négociations, grâce à l'Union européenne, soucieuse

de la nécessité de rendre publics ces documents.

Par ailleurs, l'on a informé les milieux intéressés sur divers aspects de la négociation. Des communiqués de presse et d'autres informations ont été régulièrement publiés sur le site web de la DG Trade de la Commission et des rencontres ont été régulièrement organisées sur le sujet.

02.03 Valérie Déom (PS): Je vous transmettrai l'étude, signée par une trentaine de professeurs de diverses universités dont nous n'avons pas à douter de la compétence et du renom.

Selon vous, l'ACTA respecte l'acquis communautaire et les droits fondamentaux, notamment de la copie privée ou des médicaments génériques. J'espère néanmoins que vous vous pencherez sur les remarques émises pour rectifier le tir, si les dangers se confirment.

Enfin, vous justifiez le secret des négociations. Ce côté secret encourage le lobby des plus puissants et constitue un danger pour la démocratie. Je suis étonnée d'une telle justification de la part d'un libéral.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "certains engagements pris lors de l'adoption de la directive SEPA" (n° 4125)

03.01 Karine Lalieux (PS): Lors de l'adoption de la directive SEPA, vous vous étiez engagé avec MM. Magnette et Reynders sur trois points d'une résolution que j'avais jointe au projet.

Concernant la révision du système d'insaisissabilité du revenu et des allocations, actuellement, les revenus garantis par le Code civil sont insaisissables, sauf quand les banques doivent compenser? C'est inégal par rapport aux autres créanciers. Avez-vous entamé ce débat avec les banques?

Qu'en est-il de la survie des chèques circulaires?

Enfin, un nouveau *gentlemen's agreement* est-il intervenu entre les banques et vous au sujet du nombre de retraits gratuits, au-delà duquel les frais seraient assez élevés, sans que le consommateur soit forcément au courant? Il y a donc un manque de transparence et d'information à ce sujet.

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en français): La protection des revenus contre la saisie a été instaurée par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses de décembre 2005. Le législateur a opté pour un système dégressif de montants effectivement protégés. C'est à mon collègue le ministre de la Justice qu'il revient d'évaluer ce dispositif. La compensation, par contre, implique que les banques, en cas de solde débiteur sur compte, lorsque ce compte ne peut présenter de solde débiteur ou de solde débiteur dépassant la limite autorisée, ont le droit d'utiliser tout montant entrant afin de compenser ce solde. Je suis disposé à discuter sur la compensation mais, si on l'interdit, les banques risquent de bloquer chaque paiement pour lequel un montant insuffisant est disponible.

L'utilisation de chèques circulaires est en recul depuis plusieurs années vu qu'il existe une alternative moins chère et plus efficace.

Le *gentlemen's agreement* conclu en 2004 entre l'État et le secteur financier prévoyait 24 retraits gratuits par an. L'accord de 2004 est toujours suivi par le secteur bancaire et ce chiffre correspond toujours au nombre moyen de retraits effectués, par an, par compte à vue, par le consommateur. Compte tenu de la démission du gouvernement, aucune concertation formelle n'a eu lieu à ce jour entre le secteur financier, les consommateurs, mes collègues Magnette, Reynders et moi-même.

Les banques sont soumises à un cadre légal strict concernant la transparence des prix: les lois du 10 décembre 2009 et du 14 juillet 1991 ainsi que l'arrêté royal du 23 mars 1995.

Le Conseil de la consommation a été chargé, le 28 mars 2011, de formuler un avis sur un projet de co-régulation sur la transparence des frais bancaires, élaboré par Febelfin. L'objectif est d'établir un glossaire définissant les principaux termes utilisés pour les coûts des comptes à vue.

03.03 Karine Lalieux (PS): Je parlais de la compensation en matière d'insaisissabilité. Il me semble que vous alliez travailler avec vos collègues sur cette question. Je suis prête à déposer une proposition de loi allant dans ce sens car il est clair que les banques se servent avant les autres. Vous aviez dit y être favorable.

On fait beaucoup plus de retraits puisqu'on ne peut plus aller au guichet. On pourrait dès lors facilement doubler le nombre de retraits gratuits. Les banques pourraient elles-mêmes s'y engager. D'autre part, la transparence des frais bancaires n'est pas encore là. Le glossaire est une chose positive que nous suivrons avec intérêt.

03.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Certaines banques proposent des retraits gratuits illimités. Comme on a installé un système de transferts bancaires simple et efficace dans les huit jours ouvrables, je vous conseille de l'utiliser. Il faut que les consommateurs prennent leurs droits en main et changent de banque.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 3966 et 4192 de M. Clarinval, 4314 de M. Van der Maelen et 4323 de M. Jadot sont transformées en questions écrites.

04 Question de Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les difficultés rencontrées par les libraires en raison du monopole du distributeur AMP" (n° 4328)

04.01 Ann Vanheste (sp.a): Les libraires sont de plus en plus sous pression en raison du monopole du distributeur AMP et de la manière dont le marché est organisé. En moyenne, deux diffuseurs de presse indépendants mettent la clé sous le paillason par semaine.

Qu'en pense le ministre? Quel est l'état d'avancement de l'enquête menée au Conseil de la Concurrence? Les pratiques d'AMP peuvent-elles être considérées comme des pratiques de marché déloyales? Le ministre envisage-t-il de se concerter et de prendre des mesures à brève échéance?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La Belgique dispose d'une vaste législation dont la finalité est la sauvegarde de la concurrence économique. Détenir un monopole ne pose pas un problème en soi. En revanche, abuser d'une position dominante fait problème. Je vous cite quelques exemples d'abus de position dominante: les prix prédateurs qui ont pour but de chasser du marché certains concurrents, les prix excessifs, une durée de contrat trop longue et la discrimination par les prix.

La Vlaamse Federatie van Persverkoopers, ProdiPresse et la chaîne de librairies flamandes Standaard Boekhandel ont déposé une plainte le 2 mars 2010.

Étant donné que cette procédure est encore en cours, je ne peux ni faire de déclarations ni entreprendre de démarches. Comme toujours, je suis évidemment toujours prêt à écouter les doléances et les motifs d'inquiétude du secteur.

04.03 Ann Vanheste (sp.a): Quand cette procédure sera-t-elle bouclée?

04.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il ressort du rapport annuel des autorités de la concurrence que la durée moyenne d'une procédure normale est comprise entre un an et demi et deux ans. En Europe, le délai peut atteindre trois ans. La raison en est qu'une enquête menée par les services de l'auditorat demande beaucoup de travail et prend beaucoup de temps. Nous avons renforcé sensiblement les autorités de la concurrence en portant notamment le nombre d'enquêteurs de 27 à 35, précisément pour pouvoir accélérer l'examen des dossiers. Toutefois, un tel examen prend nécessairement un certain temps. Par conséquent, je me vois contraint de décevoir ceux qui s'imaginent que l'on peut traiter ce type de dossiers en quelques mois.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente éventuelle de Mobistar" (n° 4333)

05.01 Peter Logghe (VB): Combien d'entreprises de télécommunications et de téléphonie opèrent actuellement en Belgique? S'il est exact que France Télécom aurait l'intention de revendre Mobistar et que Telenet serait le candidat reprenneur, quelle sera dans ce cas la position de Belgacom et de Telenet sur le marché belge à l'heure de la reprise? Si Mobistar quitte le marché, la position de Belgacom ne sera-t-elle pas trop dominante? Quelles sont les implications de ces événements pour les nouveaux acteurs du marché? Le nouveau paysage belge des télécommunications ne risque-t-il pas de ressembler à celui du marché belge de l'énergie? Le Conseil de la concurrence a-t-il déjà officiellement été interpellé à ce sujet?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Actuellement, 233 acteurs sont actifs sur le marché. Toutefois, notamment sur le plan des télécommunications mobiles, nous ne comptons qu'un nombre limité de sociétés, à savoir trois grands opérateurs. En ce qui concerne les questions relatives à la reprise et aux implications de cette dernière, il ne s'agit que de spéculations formulées dans la presse. Eu égard aux diverses déclarations qui ont été faites à ce sujet, un accord me paraît peu probable. Je ne puis vous en dire davantage au stade actuel.

Lorsqu'il s'agit d'une reprise, la procédure devant le Conseil constitue une notification et répond à des délais nettement plus courts que dans d'autres cas.

Il est difficile de comparer la situation à celle qui prévaut sur le marché de l'énergie étant donné que des différences significatives séparent ces deux domaines. La concurrence étant plus importante sur le marché de la téléphonie, le client dispose d'un choix plus vaste et peut changer d'opérateur très aisément.

En ma qualité de ministre, je respecte notre régulateur, dont les pouvoirs ont encore été renforcés par le Parlement. Les décisions d'un régulateur n'ont d'ailleurs guère d'utilité si nous ne les suivons pas. Je suis convaincu que le Parlement a pris une décision judicieuse en admettant de renforcer la concurrence par la mise aux enchères d'une quatrième licence.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'annonce par InBev d'une augmentation du prix de la bière de 3 %" (n° 4372)

06.01 Ann Vanheste (sp.a): Le plus grand brasseur du pays, InBev, augmentera le prix de la bière de 3 % à partir du 1^{er} juin, en raison, dit-il, de la hausse des prix des matières premières. C'est la seconde hausse de prix cette année et la énième au cours de ces dernières années. Dans le même temps, InBev accorde des bonus exorbitants à son directeur et aux autres membres du comité de direction.

Horeca Vlaanderen a exprimé sa déception et craint une nouvelle chute dramatique des revenus des exploitants de café. Lorsque les prix des matières premières fluctuent, InBev augmente ses prix mais ne les baisse jamais. Il est à craindre que les autres brasseurs suivent le mouvement.

Comment réagit le ministre à cette nouvelle hausse de prix? Ne trouverait-il pas opportun de charger l'Observatoire des prix de réaliser une étude sur le prix de la bière en Belgique? Quel est le résultat des enquêtes de l'Autorité belge de la concurrence sur la position dominante d'InBev?

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): InBev a effectivement annoncé une hausse du prix de la bière à la suite d'une augmentation des coûts. Il est exact que les coûts ont considérablement augmenté ces derniers temps avec une mention particulière pour l'accélération du taux d'inflation et ses conséquences sur les salaires et le doublement du prix des levures brassicoles. Les prix de la bière ont augmenté dans les mêmes proportions aux Pays-Bas.

Nous avons mené un débat identique en 2006. Le ministre de l'Économie de l'époque avait demandé au Conseil de la concurrence d'examiner la tarification de la pils et cette instance, parfaitement autonome, n'avait alors noté aucune présomption d'abus. Cette même année, le Conseil de la concurrence a dû se pencher sur une plainte relative à la taille des verres de Jupiler et n'a pas trouvé davantage d'indices d'abus.

En 2008, Freedom, groupement d'achat de grossistes en boissons, avait déposé une plainte pour discrimination. En 2010, l'auditorat a décidé de classer le dossier sans suite pour absence de fondement. Freedom a toutefois interjeté appel et l'affaire n'est pas encore clôturée. Une éventuelle nouvelle plainte sera évidemment examinée.

06.03 Ann Vanheste (sp.a): Devrons-nous une fois de plus attendre deux ans avant qu'un jugement ne soit rendu?

06.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il est ressorti des conclusions de toutes les enquêtes précédentes qu'aucun abus n'a été commis. Lorsqu'un organe indépendant, qui fait partie du pouvoir judiciaire, tire une conclusion, il appartient au monde politique de la respecter.

Le lien qui est fait entre l'augmentation des prix et les bonus octroyés est une déclaration purement politique de Mme Vanheste.

06.05 Ann Vanheste (sp.a): Il est logique que ces bonus en combinaison avec une augmentation des prix irritent les exploitants de café.

06.06 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): InBev n'est pas un acteur local, mais une entreprise mondiale. Je me félicite qu'elle soit cotée en bourse dans notre pays et qu'elle soit active au niveau mondial. Ces bonus ne sont pas exagérés. Il est toutefois logique que nos points de vue diffèrent, car je défends des valeurs libérales et Mme Vanheste des valeurs socialistes.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la perception des droits d'auteur par Telenet"** (n° 4391)

- **Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le non-paiement des droits d'auteur"** (n° 4392)

07.01 Karine Lalieux (PS): J'ai lu sur son site web que Telenet intervenait en tant qu'intermédiaire en imputant les droits d'auteur sur le relevé de compte de ses clients pour ensuite les verser aux sociétés de droits d'auteur, soit 22,40 euros par an à Bruxelles et 32,52 euros par an à Anvers. Comment s'explique cette différence? Les sociétés d'auteurs ont-elles fixé des tarifs différents selon les Régions? Y a-t-il un risque que Telenet décide d'aligner son tarif bruxellois sur celui de la Région flamande? Telenet, étant candidat au rachat de Numericable, aurait alors un monopole dans quinze communes bruxelloises.

S'il apparaissait que l'intégralité des sommes perçues n'était pas reversée aux sociétés d'auteurs, selon quelles modalités Telenet devrait-elle rembourser ces sommes indûment encaissées? Les conditions générales de vente de Telenet sont-elles adaptées à cette activité d'intermédiaire pour les droits d'auteur? Ne devraient-elles pas indiquer clairement à qui sont destinées ces sommes et comment s'effectue le remboursement d'un éventuel trop perçu? Qui a fixé ces tarifs?

Vu l'évolution du tarif de ces droits, ne faut-il pas craindre un détournement du dispositif de contrôle du prix des abonnements si les distributeurs peuvent décider unilatéralement d'une augmentation de prix?

Je n'ai pas trouvé trace des 75 millions d'euros perçus. Comment ce montant est-il provisionné par Telenet avant d'être versé aux sociétés d'auteurs?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Des discussions relatives à la perception des droits sont en cours et des litiges pendants entre Telenet et les sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins.

Telenet demande à ses abonnés une contribution pour les droits d'auteur. La plus grande partie de celle-ci est destinée aux organismes de radiodiffusion alors qu'une autre partie est destinée aux sociétés de gestion de droits. Cette contribution est basée sur les montants dus contractuellement aux radiodiffuseurs et aux

sociétés de gestion.

La différence entre la contribution à Bruxelles et celle à Anvers s'explique par le fait que les radiodiffuseurs et les sociétés de gestion facturent des montants différents selon leurs territoires respectifs et selon leurs contenus différents.

L'augmentation de la contribution observée ces dernières années est due à l'augmentation du nombre de diffuseurs dans l'offre de Telenet et à l'adaptation des tarifs de certains d'entre eux. Les rémunérations pour droits d'auteur sont négociées. Dans ce domaine, la législation limite la compétence du ministre à la fixation des tarifs de base pour l'abonnement de télédistribution hors TVA et droits d'auteur.

Selon nos informations, les montants perçus par Telenet sont versés trimestriellement aux organismes de radiodiffusion et aux sociétés de gestion. Telenet paierait plus de droits d'auteur (environ 75 millions d'euros par an) que ne rapporte la contribution des abonnés (64 millions d'euros).

07.03 Karine Lalieux (PS): Telenet prétend percevoir moins qu'elle ne verse, alors qu'une société de gestion des droits d'auteur prétend le contraire. Des ayants droit et des sociétés de gestion s'estiment lésés par ce système de perception.

L'incident est clos.

08 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le gel du prix du gaz par le gouvernement français" (n° 4006)

08.01 Peter Logghe (VB): Confronté aux prix élevés de l'énergie, le gouvernement français a annoncé des mesures drastiques comme le gel du prix du gaz et l'imposition d'une cotisation spéciale aux producteurs pétroliers. En France également, GDF Suez et EDF exercent un monopole.

Le problème ne devrait-il pas être résolu de manière semblable dans notre pays? Dans quel délai le gouvernement envisage-t-il d'imposer un contrôle des prix?

08.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): La France a toujours contrôlé les prix de l'énergie. La forte participation publique dans les capitaux d'EDF et de GDF a permis au gouvernement de maintenir les prix à un niveau relativement bas.

Les actuelles propositions de mise en place d'un filet de sécurité entraîneront un contrôle renforcé des prix en Belgique. Toute hausse de prix devra préalablement recevoir le feu vert de la CREG qui consultera la Banque nationale et pourra refuser partiellement ou totalement l'augmentation. Cette mesure entrera en vigueur dès l'approbation de la nouvelle loi sur la transposition du troisième paquet Énergie. Cette approbation entre dans le cadre des affaires courantes vu le délai de transposition de la Commission européenne.

08.03 Peter Logghe (VB): Quand cette loi sera-t-elle adoptée? En France, les prix ont pu être maintenus à un niveau décent vu que l'État est resté l'actionnaire majoritaire des entreprises du secteur énergétique. Notre pays, en revanche, a vendu Electrabel à la France pour une bouchée de pain.

Il est clair dès à présent que la collaboration entre la Banque nationale et la CREG ne se déroule pas de manière optimale. Je suis curieux de voir ce que cela va donner lorsque la CREG devra également consulter la Banque nationale à propos des hausses de prix.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les parkings souterrains et les véhicules fonctionnant au GNC" (n° 4010)

09.01 Peter Logghe (VB): Le gaz naturel comprimé (GNC) est un combustible propre pauvre en CO₂, qui n'est en rien comparable au GPL. En Belgique, il y a encore de nombreux parkings dont l'accès est interdit aux véhicules roulant au GPL. Or il se fait que cette interdiction est étendue, de façon injustifiée, aux

véhicules roulant au GNC. De nombreux pays étrangers ont déjà procédé aux rectifications nécessaires.

Le ministre préparera-t-il une initiative législative en la matière? Après la catastrophe nucléaire de Fukushima, les énergies alternatives devraient en effet prendre une importance croissante.

09.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Des prescriptions de sécurité régissent l'accès aux parkings des véhicules fonctionnant au gaz. Contrairement au LPG, le gaz naturel est plus léger que l'air et les prescriptions de sécurité imposées pour le GNC ne sont pas identiques à celles imposées pour le LPG. Les aspects liés à la sécurité relèvent de la compétence de la ministre de l'Intérieur et des pouvoirs locaux.

La Belgique ne respectant pas une série de normes en matière de qualité de l'air, la conférence interministérielle de l'Environnement a décidé de créer un groupe de travail où les administrations fédérale et régionales de l'environnement sont représentées. Ce groupe de travail est chargé d'analyser les mesures destinées à réduire les émissions de substances polluantes générées par des sources mobiles, principalement dans le secteur des transports. Il doit régulièrement faire rapport à ce sujet. Le but final est l'élaboration d'une vision commune en matière de qualité de l'air qui prend également les objectifs climatiques et de santé publique en considération. La solution miracle n'existant pas, le projet devra inévitablement combiner diverses formes d'énergie ou de vecteurs énergétiques.

Les exécutifs régionaux sont compétents pour la promotion des énergies renouvelables.

09.03 Peter Logghe (VB): Pouvons-nous consulter ces rapports?

L'incident est clos.

10 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le site web www.go4seriousincome.biz" (n° 4050)

10.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Une organisation distribue depuis peu des dépliants dans lesquels les responsables déclarent chercher des personnes désireuses de bénéficier d'un salaire d'appoint pouvant atteindre 5 000 euros par mois. Les personnes intéressées sont appelées à s'inscrire sur www.go4seriousincome.biz puis à assister à une soirée d'information gratuite. Aucun renseignement n'est cependant fourni quant au type de travail proposé.

L'administration a-t-elle déjà reçu des plaintes concernant ce site internet? Ne convient-il pas de prendre des mesures à l'encontre de ce site?

10.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Aucune plainte n'a encore été déposée auprès de la direction générale Contrôle et Médiation (DGCM) du SPF Économie à propos de ce site internet. En revanche, la DGCM est régulièrement informée de ventes pyramidales. Il s'agit d'une pratique permettant au consommateur, contre paiement, de bénéficier d'une indemnité financière lorsqu'il introduit des nouveaux consommateurs dans le système. La mise en place, la gestion ou la promotion d'un tel système est une pratique commerciale trompeuse contraire à l'article 91 de la loi du 6 avril 2010.

S'il est question d'une infraction, la DGCM intervient à titre répressif par le biais d'une enquête sur place auprès des personnes établies en Belgique. La DGCM dispose des moyens d'action classiques: procédure d'avertissement, action en cessation ou pro justitia, éventuellement avec une proposition de transaction, et sanctions pénales.

Lorsque le fournisseur de services n'est pas établi en Belgique, la DGCM dispose des moyens d'action suivants: demander la collaboration des autorités de contrôle du pays du contrevenant au sein de l'Union européenne et demander la collaboration informelle des autorités de contrôle compétentes au sein du réseau de contrôle international pour la protection des consommateurs, ICPEN, si le contrevenant est établi dans un pays non membre de l'Union européenne.

La DGCM informe par ailleurs préventivement les victimes de cette pratique, afin d'éviter qu'elles ne soient à nouveau victimes. En ce qui concerne le site internet concerné, la DGCM vérifie si un lien peut être établi avec les prestataires de service belges. Les mesures nécessaires seront prises si des infractions sont

constatées.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 4105 de Mme Temmerman est reportée. Les questions n° 4117 de M. Blanchart et n° 4343 de Mme Déom sont transformées en questions écrites.

11 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état de la procédure de la Cour constitutionnelle relative à l'exportation de matériel nucléaire" (n° 4176)

11.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'exportation de matières, d'équipements et de données technologiques nucléaires est régie par la loi du 9 février 1981, ou loi CANPAN. Le ministre a, en avril 2010, ajouté à cette loi l'obligation de consulter aussi la CANPAN en cas de livraison à des États disposant de l'arme nucléaire, ainsi que celle de soumettre à la commission CANPAN, outre ce qui figure sur la liste fédérale, tout ce qui peut être utilisé à des fins nucléaires.

Le gouvernement flamand semble toutefois vouloir se limiter aux prescriptions internationales existantes et a également introduit une procédure devant la Cour constitutionnelle pour faire annuler les articles en question. Le ministre s'est-il concerté à ce sujet avec le gouvernement flamand? Pourquoi n'a-t-il pu le dissuader d'introduire cette action? La procédure ne risque-t-elle pas de miner encore davantage la politique? Pour quand le ministre attend-il l'arrêt de la Cour constitutionnelle? Cette procédure entrave-t-elle le fonctionnement de la CANPAN? Le gouvernement flamand respecte-t-il néanmoins les articles en question? Pouvons-nous disposer de ces requêtes introduites auprès de la Cour constitutionnelle?

11.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La modification de la loi citée a adapté la législation CANPAN au renforcement des obligations internationales en matière de non-prolifération nucléaire. Il s'agit d'une matière exclusivement fédérale. La Région flamande n'a jamais informé le gouvernement fédéral de l'appel introduit auprès de la Cour constitutionnelle. La communauté internationale n'a pas encore réagi, mais une décision négative pourrait entacher notre réputation. La procédure pourrait durer environ un an et dans l'intervalle la CANPAN continue à recevoir tous les dossiers d'exportation.

11.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je me réjouis d'entendre le ministre déclarer qu'un risque n'est pas exclu. Ce n'est certes pas un exemple de fédéralisme de coopération.

Pouvons-nous disposer des mémoires déposés par l'exécutif flamand et par la CANPAN comme je l'ai explicitement demandé tout à l'heure?

11.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): À en croire notre avocat, ce ne serait pas judicieux et risquerait d'affaiblir notre défense.

L'incident est clos.

12 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une nouvelle étude GEMIX" (n° 4177)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dans l'édition du *Standaard* du 16 avril, le ministre annonçait avoir mandaté un groupe d'experts pour élaborer un rapport sur l'avenir énergétique de notre pays. Il s'agirait du même groupe d'experts qui avait déjà rédigé le rapport final GEMIX. Ces experts auraient pour mission d'évaluer les conséquences de la fermeture des réacteurs nucléaires les plus anciens en 2015.

Je présume qu'il existe une corrélation avec les états généraux de l'électricité ou avec l'analyse d'investissement commandée par le ministre et les ministres régionaux aux quatre régulateurs afin d'examiner les projets en chantier sur le plan énergétique.

Qui va rédiger ce rapport? Le rapport final GEMIX a-t-il fait l'objet d'une évaluation? La nouvelle étude participe-t-elle de la préparation des états généraux de l'électricité? Quand les régulateurs communiqueront-ils des informations sur leurs projets? Quels accords le ministre a-t-il conclu avec les ministres régionaux afin de faire rapidement toute la clarté sur les investissements prévus entre 2011 et 2015?

12.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le moment est venu d'actualiser les données de l'étude GEMIX d'octobre 2009. Les projets relatifs à de nouvelles capacités de production ont subi des retards et par ailleurs, la demande change d'année en année. Les données relatives à l'offre et à la demande à l'horizon 2030 et au-delà doivent être soigneusement répertoriées en vue de cerner le mix énergétique précis de notre pays. J'ai dès lors chargé les experts belges du précédent GEMIX de se livrer également à cet exercice. Il s'agit de la CREG, de la Banque nationale, du SPF Économie et du Bureau fédéral du Plan.

Le rapport du GEMIX a fait l'objet d'une large concertation et de nombreux débats, y compris au Parlement. Il convient de répéter régulièrement cet exercice en vue de pouvoir inclure de nouvelles données.

En tant que telle, cette étude n'est pas liée aux états généraux de l'énergie, même si les travaux peuvent se poursuivre, au moins en partie, parallèlement. Aucune date butoir n'a encore été fixée, cette dernière dépendant de la méthodologie appliquée par les régulateurs.

Un exercice de "backcasting" fondé sur une hypothèse de 100 % d'énergies renouvelables en 2050 sera lancé en collaboration avec les Régions et sera coordonné par le groupe ENOVER avec l'appui scientifique du Bureau fédéral du Plan. J'ai préconisé, lors du Conseil européen de l'Énergie, de réaliser cet exercice à l'échelon européen.

L'ensemble des Régions échangeront avec l'État fédéral les informations disponibles sur la capacité de production actuelle dans la plus grande transparence.

12.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La commande d'une actualisation de l'étude GEMIX par un gouvernement en affaires courantes me paraît une initiative discutable. Le ministre indique également que cette actualisation sera menée parallèlement à l'organisation d'états généraux de l'électricité et à la réalisation d'un scénario de backcasting pour 2050, une idée à laquelle j'applaudis des deux mains. Ne serait-il pas plus logique de coordonner ces deux initiatives plutôt que de les mener de front séparément?

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- **Mme Colette Burgeon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la fonction de géolocalisation placée dans les iPhone à l'insu de leurs utilisateurs" (n° 4138)**

- **Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la polémique entourant le possible traçage des utilisateurs d'iPhone" (n° 4343)**

13.01 Colette Burgeon (PS): Une équipe britannique de développeurs informatiques a découvert que l'iPhone enregistrerait en permanence, à travers un fichier log, l'ensemble des déplacements de son utilisateur. Toutes ces données sont ensuite transférées sur un Mac, lors de chaque synchronisation et peuvent ainsi être exploitées.

Quelle est la position des autorités belges et européennes face à cette intrusion dans la vie des utilisateurs d'iPhone? Envisagez-vous de déposer plainte contre Apple? Comptez-vous demander des éclaircissements? Allez-vous exiger le remplacement du système d'exploitation par une version corrigée dépourvue de cette fonction?

13.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Apple a reconnu officiellement le problème et a annoncé la mise à disposition d'un logiciel téléchargeable gratuitement qui corrigera le défaut actuel.

Sur le plan juridique, la Commission de la protection de la vie privée a souligné qu'aussi longtemps que les données transmises sont au préalable "anonymisées", le stockage et la transmission ne posent aucun problème. Il en va tout autrement si un lien existe entre la localisation et l'identification de l'utilisateur.

La législation européenne sur la protection des données personnelles et de la vie privée est en cours de révision pour être adaptée au développement technologique et à la globalisation de l'économie. La réforme envisagée devra prendre en compte ce genre de situation.

13.03 Colette Burgeon (PS): Je compte sur votre ténacité dans le cadre de la législation en cours de révision au niveau européen. J'espère que nous pourrions avoir toutes les protections et assurances que nous méritons.

L'incident est clos.

14 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rôle du CEN depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima" (n° 4180)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Des analyses scientifiques sur la catastrophe de Fukushima circulaient au sein du Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN) dont les conclusions ne correspondent pas aux déclarations publiques du Centre à ce propos. L'équipe Fukushima du CEN serait très rapidement arrivée au constat que la catastrophe de Fukushima était un incident nucléaire de niveau 7 sur l'échelle INES.

Existe-t-il des accords avec le CEN sur la diffusion d'informations en cas d'incident nucléaire par exemple? Y a-t-il un lien avec les postes de dépenses du CEN inscrits au budget? Est-il exact qu'une équipe Fukushima a été mise en place au CEN pour assurer un suivi de la catastrophe nucléaire japonaise? Le gouvernement a-t-il eu des contacts avec cette équipe? Comment s'est déroulée la coopération avec l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)?

14.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Lorsqu'une catastrophe nucléaire se produit à l'étranger, c'est au premier chef l'AFCN qui en assure le suivi, en concertation avec la direction générale Centre de crise du SPF Intérieur. Ce sont eux qui assument la responsabilité de la communication des informations. Le CEN peut jouer un rôle communicationnel si l'autorité publique le lui demande. Dans cette hypothèse, le CEN intervient en tant qu'expert.

Le CEN a suivi de très près l'évolution de la catastrophe de Fukushima et il a réagi le mieux possible aux questionnements de la presse et des citoyens. Il s'est concerté à intervalles réguliers avec l'AFCN et le Centre de crise afin d'accorder leurs violons quant aux domaines qui seraient l'objet de leurs communiqués.

Le suivi de la catastrophe survenue au Japon fait partie des missions normales du CEN et n'influe pas sur sa dotation. Il est exact que le CEN a joué un rôle spécifique dans le cadre du suivi de cette catastrophe. En marge de ses missions en matière de communication, le CEN a déployé sa compétence technique particulière dans le domaine des mesures. Pendant une semaine, il a en effet envoyé une équipe de mesure à l'hôpital militaire de Neder-over-Heembeek afin de déceler toute contamination interne chez les personnes rentrées du Japon. Aucune contamination n'a été constatée chez les 50 personnes examinées.

En outre, le CEN m'a soumis une série de scénarios envisageables dans la perspective d'une contribution de la Belgique au programme international d'aide au bénéfice du Japon. Ces scénarii ont été communiqués lors du Conseil européen extraordinaire des ministres de l'Énergie qui s'est tenu le 21 mars 2011, et ils ont été remis à la Commission européenne ainsi qu'à l'AIEA. Nous n'avons pas encore reçu d'avis favorable. Si l'on faisait appel à la Belgique, le CEN pourrait envoyer une équipe au Japon.

En outre, des mesures supplémentaires ont été effectuées afin d'évaluer la contamination de la lumière, de la poussière, des précipitations et de l'herbe en Belgique. À la demande de l'AFSCA, le CEN a également préparé ses laboratoires pour pouvoir effectuer des contrôles de la chaîne alimentaire au cas où cela s'avérerait nécessaire.

Le CEN a participé de temps à autre à la concertation avec les pouvoirs publics afin d'apporter un appui scientifique à la stratégie mise en œuvre dans le dossier Fukushima. Une équipe Fukushima constituée de membres de la direction, du service de communication et de différents experts a en effet été mise sur pied dans le but d'assurer un suivi valable des informations en provenance du Japon.

14.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il me revient que très tôt, une analyse classant la catastrophe de Fukushima au niveau 7 sur l'échelle des événements nucléaires a circulé au CEN. Cependant, le CEN, qui reçoit des subsides d'un montant de 52 millions d'euros, n'a pas jugé nécessaire de partager cette information. Le ministre a-t-il eu des contacts directs avec le CEN pendant la crise de Fukushima?

14.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): J'ai consulté des experts du CEN afin de mieux comprendre la nature de la catastrophe de Fukushima et afin d'obtenir des explications techniques à son propos.

14.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ces experts ont-ils dit au ministre qu'ils classaient cette catastrophe au niveau 7 sur l'échelle des événements nucléaires?

14.06 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Non, notre entrevue s'est passée pendant les premiers instants de la catastrophe. Il était encore trop tôt, à ce moment-là, pour procéder à une telle évaluation.

14.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): À supposer qu'au sein du CEN, une analyse classant la catastrophe de Fukushima au niveau 7 sur l'échelle des événements nucléaires ait circulé avant même l'analyse officielle des autorités japonaises, le CEN n'aurait-il pas dû en informer le ministre?

14.08 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Lorsqu'il procède à une telle évaluation, le CEN est tenu de se concerter à ce sujet au sein de l'AIEA. Il peut m'en informer mais il ne s'agit pas là d'un mécanisme automatique.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la table ronde sur les provisions nucléaires" (n° 4185)

- **M. David Clarinval** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la volonté du ministre d'externaliser la gestion des provisions nucléaires" (n° 4279)

15.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'ONDRAF et le département Énergie du SPF Économie ont organisé une table ronde sur les provisions nucléaires. Dans les colonnes du *Standaard* du 16 avril dernier, le ministre annonçait dans ce contexte un certain nombre d'ajustements de la législation existante, tant à court terme qu'à long terme.

Quels sont les résultats de cette table ronde? La commission peut-elle disposer des documents qui y sont liés et des présentations qui y ont été faites? Quelles nouvelles initiatives législatives le ministre envisage-t-il de prendre? Pourquoi fait-il la distinction entre les ajustements à court et à long terme? Ne vaudrait-il pas mieux corriger immédiatement et fondamentalement la gestion des provisions et procéder à son transfert? Peut-être le Parlement pourrait-il prendre une initiative en ce sens. Pourquoi les membres de cette commission n'ont-ils pas été invités à la table ronde, comme cela avait pourtant été annoncé en réponse à une question parlementaire?

15.02 David Clarinval (MR): Dans *Le Soir* du 18 avril, vous annonciez votre intention d'externaliser la gestion des provisions nucléaires (en dehors de la structure de Synatom) et d'améliorer le contrôle public de Synatom.

Où en est la traduction concrète de cet effet d'annonce?

15.03 Paul Magnette, ministre (*en français*): J'avais sollicité une évaluation de l'ONDRAF, il y a plus d'un an, concernant ce système de provisions et la loi du 11 avril 2003. Dans son rapport, l'ONDRAF conclut que la loi du 11 avril 2003 doit être améliorée. L'adéquation des provisions n'est pas assurée; le mécanisme de la loi concernant la disponibilité des provisions n'est pas suffisant et rien n'est prévu pour le scénario d'arrêt anticipé des centrales nucléaires en cas de panne ou de décision politique.

Les experts invitent à améliorer notre système de provisions nucléaires par une responsabilité mieux définie des acteurs, une sauvegarde plus sûre des moyens financiers, un contrôle plus ferme du système et une totale transparence.

L'établissement des provisions doit être considéré sous différents angles (continuité, territorialité, étalement dans le temps, distinction entre provisions pour le démantèlement et pour la gestion des combustibles irradiés ou déchets).

La sécurité pourrait être renforcée en ne déléguant plus la gestion des provisions à une société qui exerce d'autres activités nucléaires, en soumettant la société responsable de la gestion des provisions à des règles claires de gouvernance interne, en définissant les paramètres économiques applicables, en utilisant des ressources agréées pour la gestion des actifs et des passifs, en faisant une utilisation claire de l'actif pour les obligations couvertes par les provisions et en assurant la traçabilité et la possibilité de saisie des actifs.

Certaines conditions doivent être mieux remplies en ce qui concerne l'indépendance et l'efficacité du contrôle.

En matière de transparence, un règlement légal complet pourrait remplacer les conventions actuelles. Les règles de bonne gouvernance devraient être rendues publiques.

Le rapport de la table ronde est disponible sur les sites du SPF Économie et de l'ONDRAF.

Les experts ont souhaité dans un premier temps avoir un débat entre eux, pour ne pas politiser d'emblée le débat. À présent, nous pouvons entrer dans le débat politique.

(En néerlandais) De nouvelles initiatives législatives devront donc être prises pour améliorer l'adéquation et la disponibilité des équipements nucléaires. Les garanties juridiques et le contrôle public devront être renforcés. Nous devons passer à un système de fonds externalisés sans toucher à la responsabilité des exploitants.

Je propose les mesures suivantes. Premièrement, l'extension de la fonction de contrôle de l'État sur la gestion des équipements nucléaires. Le système existant doit être revu pour être capable de répondre à une éventuelle fermeture anticipée des centrales ou, par exemple, à une faillite économique. Un renforcement du contrôle public sur Synatom est également nécessaire. Synatom ne peut plus siéger à la commission et celle-ci doit disposer de suffisamment de compétences d'enquête. Nous avons également besoin de règles claires et transparentes pour les investissements, d'un statut de créancier privilégié pour l'État, de faire la distinction entre les fonds destinés, d'une part, au démantèlement et, d'autre part, à la gestion du combustible irradié et des déchets et d'une meilleure utilisation des fonds dans le cadre de la politique énergétique belge. Toutes ces initiatives seront prises dans un délai relativement court. Plus tard, un système similaire devra être développé pour l'ensemble du secteur nucléaire en Belgique.

(En français) Selon les experts, l'externalisation prendra deux à trois ans au moins. J'ai proposé d'avancer déjà et de renforcer les contrôles du système de provisions qui existent depuis 2003.

Étant en affaires courantes, il m'a paru nécessaire de mettre tout en œuvre pour préparer le dossier, afin que mon successeur puisse rapidement s'en emparer.

Le Parlement pourrait d'ailleurs se saisir de ce dossier. Je suis disposé à vous soumettre toutes les initiatives utiles pour avancer en ce sens.

15.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Quelques-unes des pistes révélées ici sont à première vue intéressantes. Il serait intéressant d'organiser une audition sur cette question et de créer un groupe de travail parlementaire.

15.05 David Clarinval (MR): Il faudra développer une vision globale. Je rejoins l'avis de mon collègue Calvo sur la création d'un groupe de travail au sein de la commission pour rédiger une proposition de loi.

Je partage votre souhait d'améliorer les textes votés par des ministres "verts".

L'incident est clos.

16 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avancement des négociations relatives au projet Nabucco" (n° 4193)

16.01 David Clarinval (MR): Fin mars, Vladimir Poutine a affirmé que deux ans après un accord énergétique russo-serbe sur le projet Southstream, Gazprom allait entamer les travaux en 2013. Il espérait

une entrée en service du gazoduc fin 2015. Face à ce projet, la Commission européenne est inquiète: Nabucco, le projet concurrent qui devait passer par la Turquie pour éviter la Russie est embourbé dans des négociations interminables. Le plus grand problème serait la source d'approvisionnement (mer Caspienne, Caucase, voire Asie centrale).

Où en est le projet Nabucco et ces négociations, qui semblent interminables?

16.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Il ne se passe pas un Conseil européen de l'Énergie sans qu'on parle de Nabucco. C'est une des priorités en matière d'infrastructures de gaz naturel de l'Union. Le point fort de ce projet par rapport aux projets concurrents, c'est qu'il prévoit une infrastructure pour le transport de gaz naturel à partir de l'Azerbaïdjan vers l'Union européenne via la Turquie.

Actuellement, Nabucco se trouve dans la phase de projet et a été confronté en effet à divers problèmes (fourniture du gaz naturel par l'Azerbaïdjan ou le Turkménistan, situation en Turquie, etc.).

Nous sommes convaincus que Nabucco sera choisi: le projet est le plus avancé et a le soutien d'exportateurs potentiels. Si toutes ces conditions sont remplies, la construction devrait débuter fin 2012.

16.03 David Clarinval (MR): J'espère qu'on pourra respecter ce timing, car les ambitions russes sont grandes et il faut pouvoir présenter une solution concurrente.

L'incident est clos.

Président: Kristof Calvo.

17 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'éventuelle démission de M. Guido Camps" (n° 4275)

17.01 David Clarinval (MR): Alors que la Banque nationale de Belgique (BNB) étudiait l'estimation de la rente nucléaire, l'un des quatre membres du comité de direction de la CREG, M. Guido Camps, a annoncé que, si les estimations de la BNB n'étaient pas à la hauteur de celles de la CREG, il démissionnerait.

Or, la BNB n'a pas corroboré les chiffres de la CREG, mais, au contraire, a presque conforté ceux d'Electrabel. Les chiffres de la BNB avoisinent les 750 à 900 millions d'euros; il y a donc un écart d'un milliard d'euros par rapport aux données de la CREG.

Allez-vous demander à M. Camps de démissionner?

17.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La Belgique ne dispose pas d'une vraie culture de la régulation. Dans les pays anglo-saxons, les parlementaires savent qu'ils n'ont rien à demander au gouvernement sur les régulateurs, qui sont indépendants. D'ailleurs, la transposition du troisième paquet indique que c'est vis-à-vis du Parlement, en application des exigences européennes, que ces questions peuvent être posées.

Lors de sa réunion du 27 avril, le conseil général de la CREG a indiqué qu'il prendrait le temps d'établir une réaction fondée par rapport à l'étude de la Banque nationale.

Pour le reste, vous pouvez demander la démission de M. Camps, mais ne me demandez pas d'avis sur la question.

17.03 David Clarinval (MR): Je ne manquerai pas de le faire dès cet après-midi.

L'incident est clos.

18 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements engagés par la Belgique dans les énergies renouvelables" (n° 4278)

18.01 David Clarinval (MR): Durant l'année 2010, les investissements dans le secteur des énergies renouvelables ont atteint 243 milliards de dollars au niveau mondial. La Chine a investi 54 milliards de

dollars. Viennent ensuite l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie et le Brésil. La Belgique n'apparaît pas dans l'étude *Pew Charitable Trusts*.

Pouvez-vous me donner les chiffres pour notre pays?

18.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je ne dispose pas des chiffres des investissements régionaux réalisés dans le secteur des énergies renouvelables. Je vous invite à prendre contact avec mes homologues régionaux. En tout état de cause, le rapport de la Belgique sur la mise en œuvre des objectifs fixés en application de la directive Électricité renouvelable a fait apparaître que la Belgique a bien atteint les 6 %, à savoir l'objectif attendu pour 2010.

18.03 David Clarinval (MR): J'espérais qu'une étude avait été globalisée quelque part. Je prends bonne note que nous ayons atteint nos objectifs.

L'incident est clos.

19 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la hausse du coût de l'électricité qui serait, faussement, attribuée aux subsides octroyés pour les panneaux photovoltaïques" (n° 4281)

19.01 David Clarinval (MR): D'aucuns affirment que le grand nombre de panneaux photovoltaïques installés sur le réseau engendrerait une augmentation des coûts totaux de l'électricité. Or, des études réalisées en Allemagne ont démontré qu'on pourrait chiffrer l'impact des panneaux solaires à une baisse de 17 % pendant l'heure de midi.

Quel est l'impact total de la présence des panneaux photovoltaïques sur le coût de l'électricité en Belgique? Disposez-vous d'une étude complète à ce sujet? La hausse moyenne des coûts de distribution est-elle compensée par la baisse moyenne des coûts de production?

19.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La promotion et le soutien financier aux énergies renouvelables sont de la compétence des Régions. En termes d'électricité, le fédéral n'a de compétences que pour l'éolien offshore.

À l'occasion des discussions sur le projet de loi transposant le troisième paquet, le Conseil des ministres s'est engagé à trouver une solution pour alléger le coût des mesures de soutien pour les consommateurs. Les études de la CREG sur la composante des prix du gaz et de l'électricité montrent que la composante distribution a connu une hausse constante et est en train de devenir une part très significative du coût final. J'ai demandé à mes collègues régionaux de réaliser une étude d'impact socioéconomique afin de pouvoir, le cas échéant, mettre en place des mesures correctrices.

19.03 David Clarinval (MR): Je suis donc content d'entendre que vous avez demandé cette évaluation objective.

Nous avons débattu, voici deux à trois ans, d'une proposition similaire avec la ministre Laruelle et nous avons rencontré de la résistance de la part des Régions. J'espère que nous ne rencontrerons pas le même écueil.

19.04 Paul Magnette, ministre (*en français*): Le fédéral travaillera avec les Régions sur les questions de sécurité d'approvisionnement, les capacités de production et l'évaluation des coûts. On a mutualisé de manière à avoir une réelle vision globale. J'espère que chacun tiendra ses engagements jusqu'au bout.

19.05 David Clarinval (MR): Quelqu'un centralisera-t-il toutes ces informations et réalisera-t-il un document récapitulatif?

19.06 Paul Magnette, ministre (*en français*): Oui.

L'incident est clos.

20 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements dans les énergies classiques actuellement engagés en Belgique" (n° 4289)

20.01 David Clarinval (MR): Actuellement, les investissements dans les énergies classiques sont au point mort à cause notamment des risques de taxation, des difficultés d'obtenir les autorisations communales ou régionales et de l'absence totale de vision à long terme pour notre *mix* énergétique. En attendant, notre dépendance énergétique envers les importations s'accroît.

Quels sont les investissements réalisés dans notre pays en matière de production d'énergie classique (gaz, charbon, nucléaire) au cours des cinq dernières années? Quels sont les projets à l'étude? Pour quel montant? Et pour quelle capacité de production?

20.02 Paul Magnette, ministre (en français): Nous travaillons constamment à l'amélioration du climat d'investissement. Le débat sur le *mix* énergétique se poursuit et d'ailleurs j'ai demandé une actualisation du rapport du GEMIX.

Nous avons également travaillé au niveau fédéral à simplifier les procédures d'octroi d'autorisation d'exploitation. Une Région a pris l'initiative d'ouvrir un guichet unique, une autre semble s'engager dans cette même direction. Quant à Bruxelles, elle est moins concernée dans la mesure où la densité de sa population limite fort sa capacité de production.

Un autre aspect de la question, c'est le risque réglementaire. Cela fait partie du règlement d'un certain nombre de contentieux du passé.

En ce qui concerne les investissements en matière classique, il y en a eu dans les centrales nucléaires entre 2006 et 2010, parce que ces centrales sont constamment modernisées. Ainsi, le remplacement d'un générateur et le *retrofit* de certaines turbines a permis un accroissement de 110 mégawatts pour la période indiquée.

Des autorisations ont été également accordées pour des investissements dans les centrales au gaz entre 2006 et 2010. Cela représente environ 2 960 mégawatts installés.

Une autorisation fédérale a été accordée pour une centrale au charbon à Anvers pour une puissance de 1 100 mégawatts. Mais les autorisations régionales n'ont pas été accordées et ne le seront sans doute pas.

Les projets en cours d'étude représentent environ 2 160 mégawatts.

20.03 David Clarinval (MR): Mes craintes sont fondées. En effet, on arrive à peine à 3 000 mégawatts. Or, une série de vieilles unités ferment, ce qui risque de compenser l'accroissement que vous avez détaillé. Et je ne suis pas certain que les 2 160 mégawatts à l'étude permettront de faire face au remplacement des outils existant et à l'accroissement de la consommation.

L'incident est clos.

20.04 Peter Logghe (VB): Je souhaiterais reporter de quelques semaines ma question n° 4294 sur le service de médiation pour l'énergie. Il est encore trop tôt pour la poser maintenant. Il est préférable d'attendre les résultats de la première évaluation.

21 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la concession pour le sixième parc éolien" (n° 4298)**

- **M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le retrait de la concession pour le parc éolien offshore de Seastar dans la zone E" (n° 4300)**

21.01 Peter Logghe (VB): Selon *L'Écho*, la concession qui avait été accordée à Seastar pour le sixième parc éolien offshore aurait été retirée mais l'information avait encore été contredite le jour même. C'est donc le flou complet.

L'arrêté ministériel qui annule l'octroi de la concession a-t-il déjà été publié au *Moniteur belge* et l'information sera-t-elle également communiquée explicitement aux parties concernées? Si la concession a effectivement été retirée, quelle en est la raison? Est-il exact que le Conseil d'État a demandé une motivation complémentaire à ce sujet? Qu'advient-il à présent de cette concession et quel est le calendrier prévu à cet effet?

21.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La concession a été accordée à Seastar par arrêté ministériel, sur la base d'une proposition de la CREG. L'un des candidats non retenus, Electrastar, a interjeté appel auprès du Conseil d'État le 4 juin 2010.

Le Conseil d'État a effectivement schématiquement annulé la concession en raison d'une motivation insuffisante de l'acte. J'ai dès lors décidé de retirer l'acte annulé et de demander à la CREG de formuler une nouvelle proposition sur la base des quatre dossiers initialement déposés. Il n'est par conséquent pas question d'un nouvel appel à projets. La nouvelle décision reposera sur les critères de sélection initiaux prescrits par l'arrêté royal du 20 décembre, mais sans oublier les objections formulées par le Conseil d'État.

21.03 Peter Logghe (VB): À quelle date la CREG devra-t-elle répondre?

21.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il faut poser cette question à la CREG.

21.05 Peter Logghe (VB): Je ne manquerai pas de le faire cet après-midi.

L'incident est clos.

22 Questions jointes de

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation des appareils de gammagraphie" (n° 4335)

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation d'une presse pour le graphite vers l'Iran" (n° 4399)

22.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Lors d'une audition, le représentant de la Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires (CANPAN) a déclaré que 22 appareils de gammagraphie avaient été livrés à une entreprise en Iran. La source présente dans ces appareils, l'iridium 192, a une durée de vie de 200 jours.

Ces 22 appareils ont-ils réellement été livrés? Quand? S'agissait-il de plusieurs livraisons? La Région wallonne a-t-elle délivré une attestation pour chaque livraison? Ces attestations diffèrent-elles des licences d'exportation régulières? Quelle quantité d'iridium 192 a-t-elle été exportée? Toutes les livraisons étaient-elles destinées au même utilisateur final? Cette entreprise est-elle en relation avec l'industrie nucléaire iranienne? Ces livraisons relèvent-elles de l'article 26 de la loi du 28 avril 2010? Dans quels délais le ministre espère-t-il faire toute la clarté sur la procédure juridique? La Justice a-t-elle déjà consulté le ministre ou la CANPAN à ce sujet?

22.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Cette information est donnée sous réserve des résultats d'une instruction judiciaire et est basée sur des informations transmises à l'origine par l'administration et qui reposaient elles-mêmes sur des informations de l'exportateur.

Il ne faut pas confondre le terme de "transport" utilisé par l'AFCN avec la quantité d'appareils exportés. Depuis que les sanctions de l'ONU sont en vigueur, il y a eu cinq transports par bateau de différents appareils de gammagraphie, dont la plupart contenaient de l'uranium appauvri utilisé comme matériau de protection. Il y a eu également dix transports de différentes sources radioactives utilisées pour des tests non destructifs.

Ces transports s'effectuent en application de différents contrats passés avec quatre utilisateurs finals différents basés en Iran. Deux autres contrats étaient encore en cours lorsque les sanctions à l'encontre de l'Iran ont été annoncées. Ces livraisons vers l'Iran ont donc été effectuées sans documents d'exportation.

La consultation de la CANPAN du 19 mars 2009 ne portait pas sur ces transports par bateau, mais bien sur

un contrat spécifique avec un utilisateur final qui n'était pas le même que lors de la conclusion des contrats précédents. À cette date, la CANPAN n'était pas encore au courant des exportations à destination d'autres utilisateurs finals. Ce n'est qu'en janvier 2010 qu'Euratom a mis la CANPAN au courant des exportations d'uranium appauvri vers d'autres utilisateurs finals. Ce sont ces exportations, basées sur les différents contrats antérieurs, qui sont à l'origine de la plainte pénale.

Il n'y a pas que le nombre d'appareils qui compte; la quantité d'uranium appauvri servant de matériau de protection est également un élément important, de même que le nombre de sources radioactives qui ont été livrées à l'Iran à des fins de tests non destructifs. On ne peut toutefois donner plus d'informations à ce sujet, dès lors que l'instruction est toujours en cours.

Les questions concernant les certificats doivent être posées au gouvernement de la Région wallonne. Il y a une différence entre une licence d'exportation et un certificat. Une licence d'exportation peut être délivrée pour des biens à double usage figurant sur la liste de contrôle européenne, tandis qu'un certificat est délivré pour des biens qui ne figurent pas sur cette liste.

De nombreuses sources radioactives ont une durée de vie limitée. Afin d'accélérer la livraison au client, on a pris progressivement l'habitude d'accompagner chaque source radioactive d'un certificat de la Région sur lequel il est indiqué que les biens ne sont pas sous contrôle.

Deux contrats étaient encore en cours lorsque les sanctions sont entrées en vigueur. Les livraisons résultant de ces contrats ont été réalisées en l'absence d'attestation d'une Région. Nous ne disposons d'aucun tableau détaillé présentant les appareils de gammagraphie et les sources radioactives auxquels ils correspondent.

Des livraisons ont eu lieu vers quatre destinations finales différentes en Iran. L'utilisateur final du dossier d'exportation traité par la CANPAN est encore un autre utilisateur final en Iran.

Un appareil de gammagraphie ne peut être utilisé que pour les contrôles non destructifs lorsque l'appareil contient une source radioactive. L'exportation d'appareils de gammagraphie ne peut donc pas être mise en parallèle avec l'exportation des sources correspondantes.

La clause *catch all* de la législation CANPAN, instaurée par l'article 26 de la loi du 28 avril 2010, n'était pas encore d'application lorsque les appareils de gammagraphie ont été exportés. La plainte concerne les exportations vers l'Iran, depuis 2007, d'uranium appauvri répondant à la garantie d'une utilisation pacifique et d'une non-réexportation. La CANPAN n'a jamais été ni informée, ni consultée sur l'éventualité d'une telle exportation.

L'exportation d'uranium appauvri vers un État non nucléaire en dehors de l'Union européenne doit être communiquée à la CANPAN. En vertu de la loi du 9 février 1981, une plainte pénale a été introduite. L'exportation d'appareils de gammagraphie et de sources radioactives peut être considérée comme une infraction à la résolution des Nations Unies 1737 relative à la non-prolifération.

Étant donné que la livraison d'uranium appauvri à l'Iran a des implications pour Euratom et pour les activités de vérification et d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'État belge a réagi comme il convenait, par le dépôt d'une plainte pénale. La direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie est le gestionnaire du dossier et est en contact avec la Justice.

22.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dans cette affaire, deux parties, MDS Nordion et la Région wallonne en l'occurrence, ont commis de graves erreurs. J'ai cru comprendre qu'il y avait eu des transports réguliers entre MDS Nordion et plusieurs clients en Iran qui peuvent évidemment être des sociétés-écrans. Il s'agit de gammagraphes qui nécessitent de petites sources radioactives et qui contiennent à chaque fois de 5 à 10 kilogrammes d'uranium appauvri. Nous savons que 22 appareils ont été expédiés par bateau. La quantité d'uranium appauvri augmente par conséquent. De plus, en raison de leur durée de vie limitée, les sources radioactives ne sont pas expédiées avec des licences d'exportation, mais avec des attestations. Il s'agit cependant d'iridium 192 destiné à des gammagraphes et non à des applications médicales, mais malheureusement, ce sont les mêmes pratiques qui sont mises en œuvre. Au moment où le dossier a été introduit, la clause du *catch-all* n'était pas encore en vigueur, faute de quoi elle aurait dû être appliquée à ces gammagraphes. La sous-commission Sécurité nucléaire a du pain sur la planche.

Ma deuxième question concerne l'exportation par une entreprise flamande d'une presse à graphite de haute technologie vers l'Iran. Ce type de presse ne serait utile que dans la technologie des missiles. En 2005, la CANPAN s'est déclarée, à raison, incompétente en la matière parce que l'exportation d'armes relève des Régions. La Région flamande n'y a vu aucun inconvénient et a délivré la licence d'exportation. Par la suite, la société iranienne a commandé des pièces de rechange qui ne pouvaient servir qu'à utiliser la presse à des fins militaires et nucléaires. La firme flamande a consulté la CANPAN sur cette demande. Ce type de pratiques est inquiétant et mériterait davantage de vigilance.

Le ministre peut-il retracer les développements de ce dossier? Comment la CANPAN anticipe-t-elle ces pratiques de *global shopping*? Des mesures supplémentaires ont-elles été prises? D'autres pays ont-ils été avertis de cette commande par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique? La presse à graphite initiale tombait-elle sous le coup de l'article 26 de la loi du 28 avril 2010? Cette exportation ne va-t-elle pas à l'encontre des résolutions prises par les Nations Unies à l'égard de l'Iran?

Est-il exact que, dans ce dossier, le manque de personnel au sein des services de renseignements ait également joué un rôle?

22.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le 3 février 2005, la CANPAN a reçu une demande de la part d'une entreprise de Hal relative à l'exportation vers l'Iran d'un compresseur de graphite. Sur la base des données techniques, la CANPAN n'a pu détecter aucune propriété nucléaire à cette machine. En avril 2006, le client iranien a commandé des pièces de rechange pour la presse à graphite à la même entreprise et, le 24 octobre 2006, la CANPAN a été informée que les pièces demandées permettaient la production de tablettes de combustible nucléaire. C'est la raison pour laquelle la CANPAN a rendu un avis négatif en la matière et les ministres compétents se sont opposés à cette exportation en date du 25 janvier 2007.

La clause *catch all* prévue à l'article 26 de la législation CANPAN permet de contrôler malgré tout les produits nucléaires non visés. Tant l'Agence internationale de l'énergie atomique qu'Euratom ont été averties. Les Affaires étrangères et les services de douane et de renseignements ont également transmis les informations nécessaires aux collègues étrangers.

Quant à la question du manque de personnel, je ne dispose pas d'informations suffisantes. Il serait vraiment regrettable qu'un manque de personnel soit à l'origine du problème. J'en discuterai avec mes collègues.

22.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Les entreprises prennent donc heureusement parfois elles-mêmes l'initiative de consulter la CANPAN pour la livraison de pièces de rechange et la CANPAN a ensuite pris la bonne décision en la matière.

Il est inquiétant qu'un permis d'exportation soit octroyé pour une presse à graphite qui peut être utilisée dans la technologie des missiles et qui a par ailleurs manifestement été commandée à d'autres fins. Mes collègues du Parlement flamand poseront certainement les questions utiles à ce sujet mais je trouve particulièrement déplorable que le gouvernement flamand entend en même temps vider de sa substance la législation fédérale.

Le problème de la pénurie de personnel au sein des services de renseignements a déjà été signalé par le passé dans un rapport annuel du Comité R. J'espère donc que le ministre examinera la question au sein du gouvernement.

L'incident est clos.

23 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la composition de la CANPAN" (n° 4336)

23.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): En janvier 2006, le Comité R a formulé un certain nombre de recommandations. Il a souligné l'importance capitale de la continuité de la représentation auprès de la Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires (CANPAN). Il fallait également veiller à ce que les membres suppléants puissent remplacer effectivement les membres effectifs en cas de nécessité.

L'application de ces recommandations est compromise par une pénurie de personnel, par exemple auprès du service de renseignement SGR. Le gouvernement démissionnaire pourrait constituer une autre raison.

Le ministre pourrait-il fournir une liste de la composition actuelle de la CANPAN, comportant les noms des membres effectifs et des suppléants? Quels changements ont été effectués au cours des trois dernières années? La continuité est-elle suffisante parmi les représentants? Est-il exact que certains services manquent de personnel pour pallier les absences? La situation d'un gouvernement en affaires courantes, où de plus en plus de collaborateurs de cabinet quittent leur fonction, a-t-elle une influence sur les effectifs du personnel de la CANPAN?

23.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): En mars 2009, quatorze représentants et suppléants ont été nommés pour représenter les ministres à la CANPAN.

Un certain nombre de personnes figurant sur la liste, que je fournirai par écrit, ne sont plus actives en tant que représentants. L'administration de la Politique scientifique fédérale proposera des nouveaux représentants. Le remplacement des membres devra être opéré par la voie d'un nouvel arrêté royal dès la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Lorsque tant le membre effectif que le suppléant ne peuvent être présents à la réunion, l'avis des membres absents peut être demandé par écrit. Si cela s'avère impossible, les membres doivent être convoqués à nouveau pour une nouvelle délibération.

L'article 8, § 2, du règlement d'ordre intérieur de la CANPAN stipule qu'à chaque réunion, au moins un membre représentant respectivement le ministre des Affaires économiques, le ministre des Affaires étrangères, le ministre ayant la Sûreté de l'État dans ses attributions, le ministre de la Défense et le ministre ayant l'Agence fédérale du Contrôle nucléaire dans ses attributions, doit être présent.

Les membres sont nommés par arrêté royal. Un gouvernement en affaires courantes n'exerce pas une grande influence sur le collaborateur de cabinet qui siège dans cette commission consultative.

23.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Les nominations par arrêté royal posent évidemment problème dans le cadre des affaires courantes. Raison de plus pour constituer rapidement un gouvernement de plein exercice.

L'incident est clos.

24 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prise en compte des coûts de l'énergie éolienne dans la facture d'électricité" (n° 4340)

24.01 Peter Logghe (VB): Si tous les parcs éoliens sont pleinement opérationnels en 2020 et que les coûts de production de l'énergie éolienne sont répercutés, le coût de l'énergie augmentera de 4 % pour les clients. Le ministre a déclaré qu'il était à la recherche d'une solution et que cette dernière pourrait provenir de la rente nucléaire.

Est-il exact que les coûts de connexion d'un parc éolien s'élèvent environ à 100 millions d'euros? Les coûts d'un éventuel réseau *supergrid* sont-ils inclus dans ce calcul? S'agit-il de coûts non récurrents? La position d'Electrabel ne va-t-elle pas se renforcer sur le marché de l'énergie si la rente nucléaire est censée alléger l'incidence financière des parcs éoliens? Le ministre peut-il nous donner un aperçu des coûts de connexion de toutes les sources d'énergie?

24.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les coûts de connexion d'un parc éolien offshore oscillent en effet autour des 100 millions d'euros par parc. Elia intervient pour 25 millions d'euros maximum. Les coûts de connexion sont des frais uniques, mais le rachat des certificats verts représente un coût récurrent qui grève les tarifs de transport d'Elia.

Les propositions de réduction de coût des certificats d'électricité verte seront examinées par le Conseil des ministres lors de la deuxième lecture du projet de loi sur le troisième paquet Énergie. Une partie de la rente nucléaire pourrait être utilisée à cet effet.

L'idée de dresser l'inventaire des coûts de connexion des différentes technologies me paraît judicieuse.

Les mesures d'aide socio-économiques ont à plusieurs reprises fait l'objet d'une concertation avec les Régions, mais il ne s'agit pas d'une compétence fédérale.

24.03 Peter Logghe (VB): L'énergie coûte cher dans notre pays et coûte d'ailleurs de plus en plus cher. J'ai peur pour l'avenir. Quand la commission pourra-t-elle prendre connaissance de l'aperçu des frais de raccordement?

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 13 h 11.

De vergadering wordt geopend om 10.25 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het verbod op het gezamenlijk aanbod van financiële producten" (nr. 3612)

01.01 Peter Logghe (VB): Tijdens de vorige regeerperiode werd onder druk van Europa het verbod op het gezamenlijke aanbod van producten opgeheven. Een belangrijke uitzondering hierop blijft het gezamenlijke aanbod van financiële producten, dat nog steeds verboden is. In de praktijk wordt een hypothecair krediet zeer dikwijls gekoppeld aan een of meerdere verzekeringen. De klant krijgt dan een voordeliger intrestvoet, maar kan moeilijk zijn opzegrecht uitoefenen, bijvoorbeeld wanneer de verzekeringsmaatschappij haar voorwaarden wijzigt, want dan loopt hij het risico het rentevoordeel te verliezen.

Is een wetswijziging niet aangewezen, gelet op de wijdverspreide marktgebruiken inzake koppeling van hypothecaire leningen aan allerlei verzekeringen zoals schuldsaldoverzekering, levensverzekering en brandverzekering?

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming is een algemene wet. Die heft inderdaad het vroegere verbod op het gezamenlijk aanbod van producten uit de wet betreffende handelspraktijken op, met uitzondering van het gezamenlijk aanbod van financiële diensten. De nieuwe wet voorziet in een aantal uitzonderingen op dat verbod. Bovendien kan een bijzondere wet een specifieke regeling uitwerken. De wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet is zo'n bijzondere wet en bevat een regeling betreffende de voorwaardelijke vermindering van de rentevoet. Zo'n rentevermindering mag worden toegekend bij de koppeling van het hypothecair krediet aan een of meerdere verzekeringen. De kredietnemer wordt daarbij overigens geïnformeerd over het feit dat de rentevermindering verloren gaat als tijdens de loop van het hypothecair krediet naar een andere verzekeraar wordt overgestapt. Hij kan dus wel gebruik maken van het jaarlijkse wettelijke opzeggingsrecht.

De techniek van de voorwaardelijke rentevoetvermindering is inderdaad ruim verspreid en is wettelijk toegelaten. Het is een uitzondering op het verbod op het gezamenlijk aanbod van financiële producten. De verzekeringsonderneming is vrij om haar voorwaarden te wijzigen en de klant is vervolgens vrij om jaarlijks een einde te maken aan het contract. Wanneer de verzekeraar zelf de verzekering opzegt, wordt er uiteraard niet geraakt aan de rentevoetvermindering.

Er kan moeilijk van wanpraktijken worden gesproken, aangezien de wetgever zelf die werkwijze mogelijk heeft gemaakt met de artikelen 9, 21 en 47 van de wet op het hypothecair krediet. Het gaat hier om een coherente en voor de consument begrijpelijke contractvoorwaarde. De voorwaardelijke rentevoetvermindering is expliciet bepaald in het kredietaanbod en de kredietovereenkomst. Er wordt streng toegezien op het correct informeren van de kandidaat-kredietnemer.

01.03 Peter Logghe (VB): Enkele kredietgevers annex verzekeringsmaatschappijen houden zich niet strikt aan de wet wanneer zij zelf een verzekeringscontract stopzetten en verhogen toch de rentevoet, maar uit dit antwoord blijkt dat de regering niet overweegt om het verbod op koppelverkoop van financiële producten te schrappen.

01.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het verbod op het gezamenlijk aanbod van financiële producten blijft behouden, met de uitzonderingen. Als de verzekeraar zelf de verzekering opzegt, mag er niet aan de rentevoetvermindering worden geraakt. Daarop houden wij toezicht. Bovendien bestaat de mogelijkheid om zich te wenden tot de ombudsdienst voor de banken.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het resultaat van de onderhandelingen over het ACTA" (nr. 3613)**

02.01 **Valérie Déom** (PS): Specialisten hebben kritiek op het feit dat de handelsovereenkomst ter bestrijding van namaak (ACTA – Anti-Counterfeiting Trade Agreement), die in oktober 2010 gesloten werd, de grondrechten en het communautair acquis weer ter discussie stelt; de tekst zou inbreuk maken op de rechten van de verdediging, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, het principe van de schadevergoeding en het evenredigheidsbeginsel met betrekking tot correctieve maatregelen of dwangmaatregelen. Bovendien wordt in het ACTA een zeer ruime omschrijving gehanteerd van het begrip commerciële activiteiten door de verwijzing naar alle intellectuele eigendomsrechten, daar waar de EU-douanemaatregelen alleen op namaakgoederen betrekking hebben.

In tegenstelling tot wat u hebt gezegd, hebben de geheime onderhandelingen over het ACTA, waaraan België heeft deelgenomen, geleid tot het opstellen van een tekst waarin een aantal grondbeginselen van het communautair acquis en het internationale verkeer van generische geneesmiddelen weer ter discussie worden gesteld, en waarin de strafprocedure wordt misbruikt om particuliere belangen te dienen.

Het nagestreefde doel is geheel onevenredig met de aangewende middelen.

Hoe verklaart u dat de onderhandelingen er uiteindelijk toe hebben geleid dat het communautair acquis zodanig op losse schroeven wordt gezet? Kunnen België en de Europese Unie zo een overeenkomst ondertekenen en ratificeren?

02.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): Tijdens de gehele duur van de onderhandelingen hebben de Europese Commissie, het Belgisch voorzitterschap en de lidstaten op de naleving van dat communautair acquis toegezien.

Overeenkomstig die tekst moeten de landen die partij zijn bij dat verdrag, ter zake enkel de werkelijk geleden schade vergoeden. Het gaat om een optionele en geen verplichte bepaling. De douanebepalingen van het akkoord slaan niet op inbreuken op octrooien. Er wordt enkel benadrukt dat een onredelijke discriminatie tussen intellectuele eigendomsrechten moet worden voorkomen. De octrooien en de bescherming van niet openbaar gemaakte informatie zijn ervan uitgesloten. Bovendien belemmert het ACTA de toegang tot geneesmiddelen niet (in de tekst werd een verwijzing opgenomen naar de Verklaring van Doha en artikel 7 van de TRIPS-overeenkomst). Het strafrechtelijke hoofdstuk bevat geen definities van de auteursrechten noch van de uitzonderingen daarop, aangezien het ACTA werd opgevat als een overeenkomst die rechten bevestigt en niet definieert. Wat de strafrechtelijke maatregelen tegen het kopiëren van video's zonder toestemming betreft, behelst de bepaling een optie en geen verplichting voor de landen die partij zijn bij het verdrag.

De Europese Commissie is van plan eerlang een antwoord op de kritiek te publiceren.

Aangezien het ACTA verenigbaar is met het communautair acquis, moeten België en de Europese Unie in staat zijn om dat verdrag te ratificeren.

Wat de geheime aard van de onderhandelingen betreft, gaat het om een gangbare praktijk bij onderhandelingen over internationale handelsovereenkomsten.

Dankzij de Europese Unie, die bedacht was op de noodzaak om die documenten in de openbaarheid te brengen, werd de ontwerp tekst na elke onderhandelingsronde bekendgemaakt.

Bovendien werden de betrokken actoren over diverse aspecten van de onderhandelingen geïnformeerd.

Voorts werden er via de website van het DG Handel van de Europese Commissie regelmatig persberichten en andere inlichtingen verspreid en werden hieromtrent regelmatig ontmoetingen georganiseerd.

02.03 Valérie Déom (PS): Ik zal u de studie bezorgen. Ze werd ondertekend door een dertigtal professoren van diverse universiteiten wier deskundigheid en faam buiten kijf staan.

Volgens u eerbiedigt het ACTA het communautair acquis en de fundamentele rechten, meer bepaald wat het kopiëren voor eigen gebruik en de generische geneesmiddelen betreft. Ik hoop niettemin dat u rekening zal houden met de gemaakte opmerkingen, opdat de situatie zou kunnen worden rechtgetrokken indien de risico's bewaarheid worden.

Tot slot rechtvaardigt u de geheimhouding van de onderhandelingen. Die waas van geheimzinnigheid betekent zoveel als een aanmoediging voor de lobby van de machtigste spelers en brengt de democratie in gevaar. Ik sta ervan versted dat een liberaal met een dergelijke rechtvaardiging komt aanzetten.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de naar aanleiding van de goedkeuring van de SEPA-richtlijn gedane toezeggingen" (nr. 4125)

03.01 Karine Lalieux (PS): Naar aanleiding van de goedkeuring van de SEPA-richtlijn hebt u, samen met minister Magnette en minister Reynders, toezeggingen gedaan met betrekking tot drie punten van een resolutie die ik aan het ontwerp had toegevoegd.

Het eerste punt betreft de onvatbaarheid voor beslag van het inkomen en de uitkeringen. Momenteel zijn de door het Burgerlijk Wetboek gewaarborgde bedragen onvatbaar voor beslag, behalve wanneer de bank schulden moet compenseren. Banken en andere schuldeisers worden dus niet op gelijke voet behandeld. Bent u het debat hierover aangegaan met de banken?

Hoe staat het met het voortbestaan van de circulaire cheques?

Is er tussen uzelf en de banken een nieuw gentlemen's agreement tot stand gekomen met betrekking tot het gratis aantal geldopnames? Wanneer dit aantal wordt overschreden, kunnen de kosten hoog oplopen en de consument is daarvan niet steeds op de hoogte. Er is op dat vlak te weinig transparantie en informatie.

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): De bescherming van het inkomen tegen beslag werd ingesteld bij de artikelen 4 tot 8 van de wet houdende diverse bepalingen van december 2005. De wetgever heeft gekozen voor een degressief systeem van effectief beschermde bedragen. Mijn ambtgenoot van Justitie is bevoegd om dat systeem te evalueren. De verrekening daarentegen houdt in dat de banken, wanneer de rekening een (te groot) debetsaldo vertoont, het recht hebben om elk gestort bedrag te gebruiken om dat saldo te verrekenen. Ik ben bereid om de verrekening ter discussie te stellen, maar als men die mogelijkheid verbiedt, zouden de banken elke betaling waarvoor er niet genoeg geld op de rekening staat, kunnen blokkeren.

Het gebruik van circulaire cheques loopt sinds enkele jaren terug, omdat er een goedkoper en efficiënter alternatief bestaat.

Het in 2004 tussen de Staat en de financiële sector gesloten gentlemen's agreement voorziet in 24 gratis geldopnames per jaar. De banksector volgt dat akkoord van 2004 nog steeds op en dat cijfer stemt nog altijd overeen met het gemiddelde aantal geldopnames door de consument, per jaar en per zichtrekening. Aangezien de regering ontslagnemend is, heeft er tot op heden geen enkel formeel overleg plaatsgevonden tussen de financiële sector, de consumentenverenigingen, collega's Magnette en Reynders en mijzelf.

De banken zijn onderworpen aan een streng wettelijk kader inzake prijstransparantie: de wetten van 10 december 2009 en 14 juli 1991, en het koninklijk besluit van 23 maart 1995.

Op 28 maart 2011 kreeg de Raad voor het Verbruik de opdracht een advies uit te brengen over een door Febelfin uitgewerkt plan voor coregulering op het stuk van de transparantie van de bankkosten. Het is de

bedoeling een woordenlijst vast te leggen met de definities van de belangrijkste termen in verband met de kosten van zichtrekeningen.

03.03 Karine Lalieux (PS): Ik had het over de schuldverrekening van niet voor beslag vatbare sommen. Ik dacht dat u die kwestie samen met uw collega's zou aanpakken. Ik wil gerust een wetsvoorstel in die zin indienen, want het is duidelijk dat de banken zich vóór al de anderen bedienen. U hebt gezegd dat u daar voorstander van bent.

Er worden veel meer geldopnames verricht, omdat het niet meer mogelijk is naar het loket te gaan. We zouden het aantal gratis opnames dus zonder meer kunnen verdubbelen. De banken zelf zouden zich daartoe kunnen verbinden. Los daarvan is de transparantie van de bankkosten nog geen feit. De woordenlijst is een goede zaak en we zullen een en ander met belangstelling volgen.

03.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): Sommige banken bieden een onbeperkt aantal gratis geldopnames aan. We hebben voor een eenvoudige en doeltreffende bankoverstapregeling gezorgd, die binnen acht werkdagen rond is. Ik raad u dan ook aan daarvan gebruik te maken. De consumenten moeten zelf de touwtjes in handen nemen om hun rechten te doen gelden en van bank veranderen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** De vragen nrs 3966 en 4192 van de heer Clarinval, 4314 van de heer Van der Maelen en 4323 van de heer Jadot worden omgezet in schriftelijke vragen.

04 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de moeilijke situatie van krantenwinkels veroorzaakt door het monopolie van distributeur AMP" (nr. 4328)

04.01 Ann Vanheste (sp.a): De krantenwinkels staan steeds meer onder druk door het monopolie van distributeur AMP en de organisatie van de markt. Gemiddeld twee zelfstandige persverdelers per week sluiten de boeken.

Wat vindt de minister hiervan? Wat is de stand van zaken in het onderzoek bij de Raad voor de Mededinging? In hoeverre komen de praktijken van AMP neer op oneerlijke marktpraktijken? Zal de minister op korte termijn overleg plegen en maatregelen nemen?

04.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): In België bestaat een uitgebreide wetgeving voor de bescherming van de economische mededinging. Een monopolie op zich is geen probleem, het misbruik van een machtspositie daarentegen is dat wél. Voorbeelden van misbruik van machtspositie zijn wurgprijzen, zogenaamde rooftprijzen om concurrenten uit de markt te werken, te hoge prijzen, een duurtijd van een contract die te lang is en prijsdiscriminatie.

De Vlaamse Federatie van Persverkopers, Prodipresse en de Standaard Boekhandel-keten hebben op 2 maart 2010 een klacht ingediend.

Aangezien die procedure nog loopt, kan ik geen uitspraken doen of stappen zetten. Ik ben, zoals steeds, natuurlijk altijd bereid te luisteren naar de grieven en bezorgdheden van de sector.

04.03 Ann Vanheste (sp.a): Wanneer wordt die procedure afgerond?

04.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Uit het jaarverslag van de mededingingsautoriteiten blijkt dat een normale procedure gemiddeld anderhalf tot twee jaar duurt. In Europa loopt de termijn op tot drie jaar. Een onderzoek dat gevoerd wordt door de diensten van het auditoraat, neemt nu eenmaal werk en tijd in beslag. We hebben de mededingingsautoriteiten gevoelig versterkt. Het aantal onderzoekers is verhoogd van 27 naar 35, precies om ervoor te zorgen dat we zaken versneld kunnen onderzoeken. Men heeft echter sowieso een noodzakelijke duurtijd te doorlopen. Degenen die denken dat men een dergelijke zaak oplost in een aantal maanden, moet ik dus teleurstellen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de mogelijke verkoop van Mobistar" (nr. 4333)

05.01 Peter Logghe (VB): Hoeveel telecom- en telefoniebedrijven zijn er momenteel actief in België? Als de berichten kloppen dat France Télécom Mobistar te koop zet en Telenet de overnemer zou worden, hoe sterk staan Belgacom en Telenet dan op de Belgische markt op het ogenblik van die overname? Wordt Belgacom niet te sterk als Mobistar de markt verlaat? Welke implicaties heeft een en ander voor nieuwe spelers op de markt? Zal de nieuwe telecomsituatie dan niet beginnen lijken op die van de Belgische energiemarkt? Werd de Raad voor de Mededinging hierover al formeel aangesproken?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Momenteel zijn er 233 spelers op de markt, maar onder meer op vlak van het mobiele telefoonverkeer is er slechts een beperkt aantal spelers, met drie grote operatoren. Wat de vragen over de overname en de implicaties daarvan betreft, gaat het slechts om speculaties in de pers. Op basis van de verschillende verklaringen daaromtrent lijkt een overeenkomst me weinig waarschijnlijk. Meer kan ik daarover voorlopig niet zeggen.

Bij overnames betreft de procedure voor de Raad een aanmelding, met veel kortere doorlooptijden dan in andere gevallen.

Een vergelijking met de energiemarkt is moeilijk, want er zijn tussen beide toch serieuze verschillen. In het geval van de telefonie is er meer competitie, met meer keuzemogelijkheden en heel vlotte overstapmogelijkheden.

Als minister respecteer ik ook onze regulator, die we in het Parlement nog hebben versterkt. Doen we zulks niet, dan hebben de oordelen van een regulator ook weinig nut. Ik ben ervan overtuigd dat wij in het Parlement de juiste beslissing hebben genomen om meer competitie toe te laten op de markt, door de veiling van de vierde licentie.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de aankondiging van InBev om de bierprijs met 3 procent te verhogen" (nr. 4372)

06.01 Ann Vanheste (sp.a): De grootste brouwer van België, InBev, zal vanaf 1 juni zijn bierprijzen met 3 procent verhogen, naar eigen zeggen omdat de grondstofprijzen gestegen zijn. Het is de tweede prijsstijging dit jaar en de zoveelste in de afgelopen jaren. Tegelijkertijd keert InBev exuberante bonussen uit aan haar topman en de andere leden van het directiecomité.

Horeca Vlaanderen reageert teleurgesteld en vreest een verdere aderlating voor de café-uitbaters. InBev verhoogt de prijzen alleen bij fluctuerende grondstofprijzen, maar verlaagt ze nooit. Het valt te vrezen dat de andere brouwers zullen volgen.

Wat is de reactie van de minister op deze nieuwe prijsstijging? Acht de minister het aangewezen het Prijzenobservatorium te belasten met een onderzoek naar de bierprijs in België? Wat is het resultaat van de onderzoeken door de Belgische mededingingsautoriteit naar de dominante positie van InBev?

06.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): InBev kondigde inderdaad een verhoging van de bierprijs aan wegens toenemende kosten. Het klopt dat de kosten de laatste tijd enorm zijn gestegen, meer bepaald de inflatieversnelling met gevolgen voor de lonen en de prijsverdubbeling van de brouwerijgist. In Nederland stijgen de bierprijzen in dezelfde mate.

In 2006 hebben wij exact dezelfde discussie gekend. De toenmalige minister van Economie had aan de Raad voor de Mededinging opgedragen de prijsvoering van pilsbier te onderzoeken. Er werd toen door deze – onafhankelijke – instantie geen enkele indicatie van misbruik vastgesteld. Datzelfde jaar kwam er ook een klacht over de grootte van de Jupilerglazen maar vond de Raad voor de Mededinging ook hierin geen aanduiding van misbruik.

In 2008 diende Freedom, een aankoopgroepering van groothandelaars in dranken, een klacht in wegens

discriminatie. Het auditoraat besliste in 2010 de zaak te seponeren wegens niet-gegrond. Freedom tekende echter beroep aan en de zaak loopt nog. Een eventuele nieuwe klacht zal uiteraard worden onderzocht.

06.03 Ann Vanheste (sp.a): Zullen we dan weer twee jaar op een uitspraak moeten wachten?

06.04 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): Elk eerder onderzoek heeft geleid tot de vaststelling dat er geen misbruik was. Als een onafhankelijk orgaan, dat behoort tot de rechterlijke macht, een conclusie trekt, dan moet de politiek die respecteren.

De koppeling van de prijsstijging aan de uitgekeerde bonussen is een puur politieke uitspraak van mevrouw Vanheste.

06.05 Ann Vanheste (sp.a): Die bonussen in combinatie met een prijsverhoging stuiten café-uitbaters logischerwijze tegen de borst.

06.06 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): InBev is geen lokale speler, maar een mondiaal bedrijf. Ik ben blij dat het bij ons beursgenoteerd is en dat het wereldwijd actief is. Het valt met die bonussen wel mee. Het is echter logisch dat we dat anders bekijken, want ik ben een liberaal en mevrouw Vanheste is een socialiste.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het innen van auteursrechten door Telenet" (nr. 4391)

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het niet-betalen van auteursrechten" (nr. 4392)

07.01 Karine Lalieux (PS): Op de website van Telenet heb ik gelezen dat het telecombedrijf als tussenpersoon optrad door auteursrechten te boeken op de rekeningoverzichten van zijn klanten en die bedragen vervolgens door te storten naar de auteursrechtenvennootschappen. In Brussel gaat het om een bijdrage van 22,40 euro per jaar en in Antwerpen van 32,52 euro per jaar. Vanwaar dit verschil? Hebben de auteursverenigingen per Gewest een ander tarief vastgelegd? Zal Telenet het tarief voor Brussel niet afstemmen op dat voor het Vlaams Gewest? Telenet – een kandidaat-overnemer van Numericable – zou op die wijze het monopolie verwerven in vijftien Brusselse gemeenten.

Indien zou blijken dat het aldus geïnde geld niet integraal werd doorgestort naar de auteursvennootschappen, hoe zou Telenet dan die onterecht geïnde bedragen moeten terugbetalen? Zijn de algemene verkoopsvoorwaarden van Telenet wel afgestemd op die activiteit van tussenpersoon voor het innen van auteursrechten? Zou er niet duidelijk in moeten worden vermeld voor wie dat geld bestemd is en hoe de terugbetaling van het bedrag dat eventueel te veel werd geïnd, verloopt? Wie heeft die tarieven vastgelegd?

Valt er, gelet op de evolutie van het tarief van die rechten, niet te vrezen dat het controlemechanisme voor de abonnementsprijs omzeild wordt, indien de distributeurs eenzijdig kunnen beslissen om de prijzen te verhogen?

Ik heb geen spoor gevonden van de geïnde 75 miljoen euro. Wat doet Telenet met dat bedrag in afwachting dat het wordt doorgestort naar de auteursvennootschappen?

07.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Frans*): Er zijn besprekingen aan de gang over de inning van de rechten en er zijn rechtsgeschillen hangende tussen Telenet en de beheersvennootschappen van auteursrechten en van naburige rechten.

Telenet laat zijn abonnees bijdragen aan de auteursrechten. Het grootste deel van die bijdrage is bestemd voor de omroeporganisaties, terwijl een ander deel naar de beheersvennootschappen gaat. Die bijdrage is gebaseerd op de bedragen die contractueel verschuldigd zijn aan de omroeporganisaties en de beheersvennootschappen.

Het verschil tussen de bijdrage in Brussel en in Antwerpen valt te verklaren door het feit dat de omroeporganisaties en de beheersvennootschappen er eveneens verschillende bedragen aanrekenen, op grond van het verschillende aanbod.

De stijging van de bijdrage die de afgelopen jaren kon worden vastgesteld, is te wijten aan de toename van het aantal zenders in het aanbod van Telenet en aan de tariefaanpassingen van sommige daarvan. Er wordt onderhandeld over de vergoedingen voor auteursrechten. In die context is de bevoegdheid van de minister bij wet beperkt tot het vastleggen van de basistarieven voor het kabelabonnement exclusief btw en auteursrechten.

Volgens onze informatie worden de door Telenet geïnde bedragen per kwartaal aan de omroeporganisaties en de beheersvennootschappen gestort. Telenet zou meer auteursrechten betalen (zo'n 75 miljoen euro per jaar) dan de bijdrage van de abonnees opbrengt (64 miljoen euro).

07.03 Karine Lalieux (PS): Telenet beweert dat het minder int dan het doorstort, terwijl een beheersvennootschap van auteursrechten het omgekeerde beweert. Rechthebbenden en beheersvennootschappen voelen zich benadeeld door deze regeling.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het blokkeren van de prijsstijging van gas door de Franse regering" (nr. 4006)

08.01 Peter Logghe (VB): De Franse regering heeft – geconfronteerd met de hoge energieprijzen – drastische maatregelen aangekondigd, zoals het bevriezen van de gasprijzen en het opleggen van een bijzondere bijdrage aan de olieproducenten. Ook in Frankrijk is er een monopolie van GDF Suez en EDF.

Moet in ons land dit probleem dan niet op een gelijkaardige manier worden aangepakt? Op welke termijn denkt de overheid eraan om de prijzen onder controle te houden?

08.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Frankrijk heeft steeds de energieprijzen gecontroleerd. Door de sterke participatie van de Franse overheid in EDF en GDF kon de regering de prijzen vrij laag houden.

Met de huidige voorstellen om een veiligheidsnet uit te bouwen, zal ook de controle op prijzen in België toenemen. Elke prijsstijging zal voortaan het fiat moeten krijgen van de CREG, die de Nationale Bank zal consulteren en de stijging geheel of gedeeltelijk kan afwijzen. Die maatregel treedt in werking als de nieuwe wet over de omzetting van het derde energiepakket wordt goedgekeurd. Door de omzettingstermijn van de Europese Commissie valt dit onder dringende zaken.

08.03 Peter Logghe (VB): Wanneer zal die wet dan worden goedgekeurd? De prijzen in Frankrijk konden laag gehouden worden, omdat de overheid er meerderheidsaandeelhouder is gebleven in de energiebedrijven. Ons land daarentegen heeft Electrabel voor een habbekrats aan Frankrijk verkocht.

Het is nu al duidelijk dat de samenwerking tussen de Nationale Bank en de CREG niet optimaal verloopt. Ik ben benieuwd wat dat zal geven als de CREG de Nationale Bank ook over de prijsstijgingen moet consulteren.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "ondergrondse parkeergelegenheden en CNG-wagens" (nr. 4010)

09.01 Peter Logghe (VB): Compressed Natural Gas (CNG) is een schone brandstof die CO₂-arm is en in niets te vergelijken is met LPG. In België zijn er nog altijd heel wat parkings waar wagens op LPG verboden zijn. Dat verbod wordt evenwel onterecht uitgebreid naar CNG-wagens. In het buitenland heeft men al de nodige correcties uitgevoerd.

Zal de minister ter zake een wetgevend initiatief voorbereiden? Na de nucleaire ramp in Fukushima wordt

alternatieve energie immers steeds belangrijker.

09.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De toegang tot parkeergarages voor wagens die rijden op gas, is gebonden aan veiligheidsverplichtingen. In tegenstelling tot LPG is aardgas lichter dan lucht. De veiligheidsvoorschriften inzake CNG zijn dus niet allemaal identiek aan die voor LPG. Veiligheidsaspecten zijn een bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken en de lokale overheid.

Omdat in België niet aan bepaalde vereisten inzake luchtkwaliteit tegemoet wordt gekomen, heeft de interministeriële conferentie voor Leefmilieu beslist om een werkgroep op te richten waarin de federale en regionale milieuadministraties zijn vertegenwoordigd. Deze werkgroep is belast met de analyse van de maatregelen voor het terugdringen van de emissie van verontreinigende stoffen afkomstig van mobiele bronnen, voornamelijk in de transportsector. Zij moet daar regelmatig verslag over uitbrengen. Het uiteindelijk doel is de uitwerking van een gemeenschappelijke visie op het vlak van luchtkwaliteit, waarbij ook rekening wordt gehouden met de klimaatdoelstellingen en de doelstellingen inzake volksgezondheid. Bij de uitwerking ervan zullen onvermijdelijk verschillende energievormen of energievectoren moeten worden gecombineerd, aangezien er geen unieke mirakeloplossing bestaat.

De Gewestregeringen zijn bevoegd om de hernieuwbare energie te promoten.

09.03 **Peter Logghe** (VB): Kunnen wij die verslagen consulteren?

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Klimaat en Energie over "de website www.go4seriousincome.biz" (nr. 4050)**

10.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De jongste tijd worden er flyers uitgedeeld waarin een bepaalde organisatie zegt op zoek te zijn naar mensen die tot 5.000 euro per maand willen bijverdienen. Er wordt opgeroepen zich op de website www.go4seriousincome.biz in te schrijven voor een gratis informatieavond. Er wordt echter geen informatie gegeven over het type van het aangeboden werk.

Heeft de administratie reeds klachten ontvangen over deze website? Moet er tegen deze website niet worden opgetreden?

10.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De algemene directie Controle en Bemiddeling (ADCB) van de FOD Economie ontving nog geen klachten over deze website. Wel ontvangt de ADCB op geregelde tijdstippen meldingen betreffende piramideverkoop. Deze praktijk houdt in dat de consument tegen betaling kans maakt op een vergoeding wanneer hij nieuwe consumenten in het systeem brengt. Het opzetten, beheren of promoten van een dergelijk systeem is een misleidende handelspraktijk die strijdig is met artikel 91 van de wet van 6 april 2010.

Indien er sprake is van een inbreuk treedt de ADCB repressief op via een onderzoek ter plaatse bij alle personen die in België zijn gevestigd. De ADCB beschikt over de klassieke actiemiddelen: waarschuwingsprocedure, vordering tot staken of pro justitia, eventueel met een voorstel tot minnelijke schikking, en strafsancities.

Wanneer de dienstverlener niet in België is gevestigd beschikt het ADCB over de volgende actiemiddelen: de medewerking vragen van de controleoverheid van het land van de overtreder binnen de Europese Unie en de informele medewerking vragen van de bevoegde controleoverheid binnen het internationale controlenetwerk voor consumentenbescherming, ICPEN, indien de overtreder gevestigd is in een land buiten de Europese Unie.

Daarnaast worden slachtoffers van deze praktijk door de ADCB preventief geïnformeerd om te vermijden dat zij opnieuw slachtoffer zouden worden. Inzake de betrokken website gaat de ADCB na of er een verband kan worden gelegd met Belgische dienstverleners. Indien er inbreuken worden vastgesteld worden de nodige stappen ondernomen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 4105 van mevrouw Temmerman wordt uitgesteld. Vraag nr. 4117 van de heer Blanchart en vraag nr. 4343 van mevrouw Déom worden omgezet in schriftelijke vragen.

11 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken van de procedure van het Grondwettelijk Hof over nucleaire export" (nr. 4176)

11.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De export van nucleaire materialen, kernuitrustingen en technologische kerngegevens wordt geregeld door de wet van 9 februari 1981, de zogenaamde CANVEK-wet. De minister heeft in april 2010 aan die wet de verplichting toegevoegd om de CANVEK ook te consulteren bij leveringen aan kernwapenstaten, alsook om alles wat nucleair zou kunnen worden gebruikt – dus niet enkel wat voorkomt op de federale lijst – voor te leggen aan de CANVEK-commissie.

De Vlaamse regering lijkt zich echter te willen beperken tot de bestaande internationale voorschriften en heeft ook een procedure ingeleid bij het Grondwettelijk Hof om de bewuste artikelen te laten vernietigen. Heeft de minister daarover overlegd met de Vlaamse regering? Waarom heeft hij deze niet kunnen weerhouden van die stap? Zal de procedure het beleid niet verder ondermijnen? Wanneer verwacht de minister een uitspraak van het Grondwettelijk Hof? Belemmert de procedure momenteel de werking van de CANVEK? Respecteert de Vlaamse regering toch de artikelen in kwestie? Kunnen we beschikken over de verzoekschriften ter zake bij het Grondwettelijk Hof?

11.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Door de aangehaalde wetwijziging werd de CANVEK-wetgeving aangepast aan de versterkte internationale nucleaire non-proliferatieverplichtingen. Het gaat om exclusief federale materie. Het Vlaams Gewest heeft de federale regering nooit verwittigd van zijn beroep bij het Grondwettelijk Hof. De internationale gemeenschap heeft hier ook nog niet op gereageerd, maar bij een ongunstige uitspraak is reputatieschade niet denkbeeldig. De procedure kan zowat een jaar duren en ondertussen blijft de CANVEK alle exportdossiers ontvangen.

11.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik ben blij dat de minister zegt een risico niet uit te kunnen sluiten. Dit is zeker geen voorbeeld van samenwerkingsfederalisme.

Kunnen we beschikken over de memories van de Vlaamse regering en van de CANVEK, zoals ik daarnet expliciet heb gevraagd?

11.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Volgens onze advocaat is dit niet aangewezen, omdat dit onze eigen verdediging kan verzwakken.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "een nieuwe GEMIX-studie" (nr. 4177)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De minister kondigde in *De Standaard* van 16 april aan dat hij een groep experts de opdracht gegeven heeft een rapport te maken over de energietoekomst van ons land. Het zou dezelfde groep zijn als die die de GEMIX-studie heeft gemaakt. Zij zouden de gevolgen moeten bepalen van de sluiting van de oudste kernreactoren in 2015.

Ik vermoed dat er hierbij enige samenhang is met de staten-generaal voor de Elektriciteit of met de investeringsanalyse die de minister, samen met de regionale ministers, heeft opgevraagd bij de vier regulatoren om na te gaan welke energieprojecten er op stapel staan.

Wie zal dit rapport opstellen? Is er ooit een evaluatie gebeurd van de GEMIX-studie? Valt de nieuwe studie inderdaad onder de voorbereiding van een staten-generaal voor de Elektriciteit? Wanneer zullen de regulatoren informatie over hun plannen ter beschikking stellen? Welke afspraken heeft de minister gemaakt met de regionale ministers opdat er snel duidelijkheid zou zijn over de geplande investeringen tussen nu en 2015?

12.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Het ogenblik is aangebroken om de gegevens van de GEMIX-

studie van oktober 2009 te actualiseren. Er zijn vertragingen in projecten voor nieuwe productiecapaciteit en de vraag verandert elk jaar. Nauwkeurige gegevens over het aanbod en de vraag tegen 2030 en later moeten duidelijk in kaart worden gebracht om een grondig beeld van de energiemix in ons land te kunnen krijgen. Daarom heb ik de Belgische deskundigen van de vorige GEMIX gevraagd om ook deze oefening te doen. Het gaat dus om de CREG, de Nationale Bank, de FOD Economie en het Federaal Planbureau.

Het verslag van GEMIX was het voorwerp van ruim overleg en talrijke debatten, ook in het Parlement. Deze oefening moet geregeld worden herhaald om nieuwe gegevens te kunnen opnemen.

Als dusdanig is deze studie niet verbonden met de staten-generaal van de Energie, al zullen de werkzaamheden zeker gedeeltelijk parallel kunnen worden uitgevoerd. Er is nog geen deadline. Die zal afhangen van de methodologie van de regulatoren.

Een zogenaamde 'backcasting'-oefening met een hypothese van 100 procent hernieuwbare energie in 2050 zal in samenwerking met de Gewesten worden opgestart, gecoördineerd op het niveau van de ENOVER-groep met de wetenschappelijke steun van het Federaal Planbureau. Ik heb er tijdens de Europese Raad voor Energie voor gepleit om die oefening ook op Europees niveau te doen.

Alle Gewesten en de federale overheid zullen de beschikbare informatie over de bestaande productiecapaciteit in volledige transparantie uitwisselen.

12.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik heb er vragen bij dat de regering van lopende zaken de opdracht geeft om de GEMIX-studie te actualiseren. De minister geeft ook aan dat het parallel zal lopen met de staten-generaal voor de Elektriciteit en met het zeer goede idee om een backcasting-scenario voor 2050 te maken. Is het niet logischer om die twee zaken met elkaar te laten sporen in plaats van naast elkaar te werken?

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Colette Burgeon** aan de minister van Klimaat en Energie over "de geolocatiefunctie die op de iPhones werd geplaatst zonder dat de gebruikers ervan op de hoogte zijn" (nr. 4138)
- mevrouw **Valérie Déom** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de polemiek over de mogelijke opslag van locatiegegevens van iPhonegebruikers" (nr. 4343)

13.01 Colette Burgeon (PS): Een Brits team van onderzoekers heeft ontdekt dat de iPhone voortdurend alle verplaatsingen van de gebruiker registreert en opslaat in een logfile. Bij elke synchronisatie worden al die gegevens naar een Mac gestuurd en kunnen ze gebruikt worden.

Wat is het standpunt van de Belgische en Europese autoriteiten ten aanzien van die inbreuk op de privacy van iPhonegebruikers? Zult u een klacht indienen tegen Apple? Bent u van plan om Apple om opheldering te vragen? Zult u eisen dat het besturingssysteem vervangen wordt door een verbeterde versie zonder die functie?

13.02 Minister Paul Magnette (Frans): Apple heeft het probleem officieel toegegeven en heeft verklaard dat het een gratis te downloaden patch ter beschikking zal stellen, waarmee het huidige euvel zal worden verholpen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft benadrukt dat gegevens juridisch gesproken mogen worden opgeslagen en doorgestuurd, zolang ze vooraf maar worden geanonimiseerd. Indien er een link is tussen de plaatsgegevens en de identiteit van de gebruiker, is het natuurlijk een heel andere zaak.

De Europese wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en van de persoonlijke levenssfeer wordt momenteel herzien en zal worden aangepast aan de technologische vooruitgang en de mondialisering van de economie. De hervormde wetgeving zal dergelijke situaties moeten regelen.

13.03 Colette Burgeon (PS): Ik reken erop dat u voet bij stuk zal houden in het kader van de herziening van de wetgeving op Europees niveau. Ik hoop dat we alle bescherming en verzekering waar we recht op

hebben, zullen krijgen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de rol van het SCK sinds de nucleaire ramp van Fukushima" (nr. 4180)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er zouden binnen het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) wetenschappelijke analyses circuleren over de ramp in Fukushima die niet te rijmen zijn met de publieke verklaringen van het Studiecentrum over de ramp. Het zogenaamde Fukushima-team binnen het SCK zou al snel tot de bevinding zijn gekomen dat de ramp in Fukushima een nucleair incident van INES-schaal 7 zou zijn.

Bestaan er afspraken met het SCK over informatieverstrekking, bijvoorbeeld bij een nucleaire ramp? Is er een link met de uitgavenposten voor het SCK in de begroting? Klopt mijn informatie dat er een Fukushima-team was samengesteld binnen het SCK om de ramp in Japan op te volgen? Stond de regering in contact met dit team? Hoe verliep de samenwerking met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC)?

14.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Een nucleaire ramp in het buitenland wordt in de eerste plaats opgevolgd door het FANC, in overleg met de algemene directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken. Zij staan in voor de informatieverstrekking. Het SCK kan een rol spelen in de communicatie als de overheid daarom vraagt. Het Studiecentrum treedt dan op als expert.

Het SCK heeft de gebeurtenissen in Fukushima op de voet gevolgd en heeft zo goed mogelijk gereageerd op vragen van pers en burgers. Het Studiecentrum heeft geregeld overlegd met het FANC en het Crisiscentrum om de domeinen waarover werd gecommuniceerd, op elkaar af te stemmen.

De opvolging van de ramp in Japan behoort tot de normale taken van het SCK en heeft geen invloed op de dotatie. Het klopt dat het SCK een specifieke rol heeft gespeeld bij de opvolging van de ramp. Naast de communicatietaken heeft het SCK ook zijn expertise op het vlak van metingen ingezet. Het Studiecentrum heeft gedurende een week een meetploeg ingezet in het militair hospitaal van Neder-over-Heembeek om personen die uit Japan kwamen, te controleren op inwendige besmetting. Bij de 50 onderzochte personen werden geen besmettingen vastgesteld.

Daarnaast heeft het SCK mij ook een aantal mogelijkheden voorgelegd voor een bijdrage aan het internationaal steunprogramma voor Japan. Deze mogelijkheden werden meegedeeld op de Europese Buitengewone Raad van Energieministers van 21 maart 2011 en werden aan de Europese Commissie en aan het Internationaal Atoomenergie Agentschap overhandigd. Wij kregen nog geen positief advies. Mocht er toch nog een beroep worden gedaan op België, dan kan het SCK een ploeg naar Japan sturen.

Daarnaast werden extra metingen uitgevoerd om de besmetting van licht, stof, neerslag en gras in België te evalueren. Op verzoek van het Federaal Agentschap voor de Voedselveiligheid heeft het SCK zijn labo's ook voorbereid op controles van de voedselketen, mocht dat nodig zijn.

Het SCK heeft af en toe deelgenomen aan het overleg met de overheid om het beleid inzake Fukushima te ondersteunen. Om de informatie uit Japan goed te kunnen opvolgen werd inderdaad een Fukushima-team opgericht, met daarin leden van de directie en van de communicatiedienst en verschillende experts.

14.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Naar verluidt circuleerde er al heel vroeg een analyse bij het SCK die de ramp als een ramp van schaal 7 inschatte. Toch vond het Studiecentrum, dat 52 miljoen euro aan subsidies ontvangt, het niet nodig om die informatie te delen. Had de minister tijdens de Fukushima-crisis rechtstreeks contact met het SCK?

14.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik heb SCK-experts geraadpleegd om de ramp beter te begrijpen en om technische verklaringen te krijgen.

14.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Hebben zij de minister toen gezegd dat zij de ramp inschatten op niveau 7?

14.06 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Neen, onze vergadering vond tijdens de eerste momenten van de ramp plaats, het was toen nog te vroeg om zo'n evaluatie te maken.

14.07 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Als binnen het SCK een analyse zou circuleren die de ramp in Fukushima, nog voor de officiële analyse van de Japanse overheid, als een ramp van schaal 7 inschat, moet het SCK de minister daar dan niet van op de hoogte brengen?

14.08 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Het SCK moet in het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie overleg plegen over zijn evaluatie. Het kan mij informeren, maar dat is geen automatisch mechanisme.

Het incident is gesloten.

15 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Kristof Calvo** aan de minister van Klimaat en Energie over "de rondetafel over de nucleaire provisies" (nr. 4185)

- de heer **David Clarinval** aan de minister van Klimaat en Energie over "het voornemen van de minister om het beheer van de nucleaire voorzieningen toe te vertrouwen aan een externe instantie" (nr. 4279)

15.01 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): NIRAS en de FOD Economie, afdeling Energie, hebben een rondetafel gehouden over de nucleaire provisies. In *De Standaard* van 16 april 2011 kondigde de minister daarom een aantal bijstellingen van de bestaande wetgeving aan, zowel op de korte als op de lange termijn.

Wat was de uitkomst van de rondetafel? Kan de commissie beschikken over de documenten en de presentaties? Welke nieuwe wetgevende initiatieven plant de minister? Waarom maakt hij het onderscheid tussen bijstellingen op korte en lange termijn? Is het niet aangewezen om meteen ten gronde het beheer van de provisies bij te sturen en over te hevelen? Daarvoor kan er eventueel een initiatief vanuit het Parlement komen. Waarom zijn de leden van deze commissie niet uitgenodigd voor de rondetafel? Dat was nochtans aangekondigd bij een van de parlementaire vragen.

15.02 **David Clarinval** (MR): In *Le Soir* van 18 april hebt u bekendgemaakt dat u van plan bent om het beheer van de nucleaire voorzieningen toe te vertrouwen aan een externe instantie (en uit de Synatom-structuur te halen) en de overheidscontrole op Synatom te versterken.

Hoe staat het met de concrete invulling van die aangekondigde maatregel?

15.03 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik heb NIRAS meer dan een jaar geleden gevraagd een evaluatie op te stellen met betrekking tot dat systeem van nucleaire voorzieningen en de wet van 11 april 2003. In haar verslag komt NIRAS tot het besluit dat de wet van 11 april 2003 moet worden bijgestuurd. De toereikendheid van de voorzieningen is niet gewaarborgd; het wettelijke mechanisme met betrekking tot de beschikbaarheid van de voorzieningen is ontoereikend en er is niets bepaald voor het geval van een vroegtijdige sluiting van de kerncentrales als gevolg van technische problemen of een politieke beslissing.

De deskundigen dringen erop aan om ons systeem van nucleaire voorzieningen te verbeteren door de verantwoordelijkheid van de diverse actoren beter vast te leggen, de financiële middelen beter te beschermen, de controle op het systeem te verscherpen en naar een volledige transparantie te streven.

De vastlegging van de voorzieningen moet vanuit verschillende invalshoeken gebeuren (continuïteit, territorialiteit, spreiding in de tijd, onderscheid tussen voorzieningen voor de ontmanteling en voorzieningen voor het beheer van bestraalde splijtstof of afval).

De beveiliging zou kunnen worden verbeterd door het beheer van de voorzieningen niet langer toe te vertrouwen aan een vennootschap die andere nucleaire activiteiten uitoefent, de vennootschap die de voorzieningen beheert, te onderwerpen aan duidelijke regels inzake intern beheer, de toepasselijke economische parameters te definiëren, erkende middelen te gebruiken voor het beheer van de activa en passiva, de activa in alle transparantie te gebruiken voor de verplichtingen die gedekt worden door de voorzieningen, de traceerbaarheid te waarborgen en in de mogelijkheid van inbeslagname van de activa te

voorzien.

Met betrekking tot de onafhankelijkheid en de doeltreffendheid van de controle moeten een aantal voorwaarden beter vervuld worden.

Wat de transparantie betreft, zou een volledige wettelijke regeling de huidige verdragen kunnen vervangen. De regels van goed beheer moeten openbaar worden gemaakt.

Het verslag van de rondetafel staat op de websites van de FOD Economie en van NIRAS.

De deskundigen wilden eerst een debat onder elkaar voeren, om het niet van bij de start te politiseren. Nu kunnen we overgaan tot het politieke debat.

(Nederlands) Er zullen dus nieuwe wetgevende initiatieven moeten worden genomen om de toereikendheid en de beschikbaarheid van de nucleaire voorzieningen te verbeteren. De juridische waarborgen en de publieke controle zullen versterkt moeten worden. We zullen moeten overschakelen op een systeem van geëxternaliseerde fondsen, zonder te raken aan de verantwoordelijkheid van de exploitanten.

Ik stel volgende maatregelen voor. Eerst de uitbreiding van de controlefunctie van de Staat op het beheer van de nucleaire voorzieningen. Het bestaande systeem moet verder uitgewerkt worden om te kunnen inspelen op een eventuele vroegtijdige sluiting van de centrales of bijvoorbeeld een economisch faillissement. Ook een uitbreiding van de publieke controle op Synatom is noodzakelijk. Synatom moet geen lid van de commissie meer zijn en er moeten voldoende onderzoeksbevoegdheden worden gegeven aan de commissie. We hebben ook duidelijke en transparante regels nodig voor investeringen, een status van bevoorrechte schuldeiser voor de Staat, onderscheid van de fondsen voor enerzijds ontmanteling en anderzijds beheer van bestraalde brandstof en afval en een betere aanwending van de fondsen in het kader van het Belgische energiebeleid. Al deze initiatieven zullen op relatief korte termijn worden genomen. Later zal een gelijkaardig systeem moeten worden uitgewerkt voor de volledige nucleaire sector in België.

(Frans) Volgens de deskundigen zou die operatie ten minste twee tot drie jaar duren. Ik heb voorgesteld om nu al vaart achter dat dossier te zetten en de controles op het systeem van de voorzieningen, die al sinds 2003 bestaan, te verscherpen.

Aangezien we in een periode van lopende zaken zitten, achtte ik het nodig om het dossier maximaal voor te bereiden, zodat mijn opvolger er zich snel over zou kunnen buigen.

Het Parlement zou dat dossier trouwens naar zich toe kunnen trekken. Ik ben bereid u alle nodige initiatieven voor te leggen om ter zake vooruitgang te kunnen boeken.

15.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Op het eerste gezicht verneem ik hier een aantal interessante pistes. Het zou een goed idee zijn om rond deze problematiek een hoorzitting te organiseren en een parlementaire werkgroep op te zetten.

15.05 David Clarinval (MR): Er zal een globale visie moeten worden ontwikkeld. Ik sluit mij aan bij het standpunt van collega Calvo over de oprichting van een werkgroep binnen de commissie met het oog op het uitwerken van een wetsvoorstel.

Net als u wens ik dat de teksten die door 'groene' ministers werden goedgekeurd, zouden worden verbeterd.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de voortgang van de onderhandelingen betreffende het Nabucco-project" (nr. 4193)

16.01 David Clarinval (MR): Eind maart, twee jaar na de ondertekening van de Russisch-Servische South Stream-overeenkomst, verklaarde Vladimir Poetin dat Gazprom in 2013 van start zou gaan met de werken voor de pijpleiding. Hij hoopt dat de pijpleiding eind 2015 in bedrijf zal kunnen worden gesteld. Dat project baart de Europese Commissie zorgen, want het concurrerende Nabucco-project – een pijpleiding die door

Turkije zou lopen, teneinde Rusland te vermijden – is in het slop geraakt door eindeloze onderhandelingen. Het grootste probleem zou zijn waar het gas vandaan moet komen (de Kaspische Zee, de Kaukasus, of zelfs Centraal-Azië).

Wat is de stand van zaken van het Nabucco-project en van die schijnbaar eindeloze onderhandelingen?

16.02 Minister **Paul Mignette** (*Frans*): Er gaat geen vergadering van de Europese Raad Energie voorbij zonder dat Nabucco ter sprake komt. Het is een van de prioriteiten van de EU inzake aardgasinfrastructuur. De troef van dit project in vergelijking met de concurrerende projecten is dat het voorziet in een pijpleiding om aardgas vanuit Azerbeidzjan over Turkije naar de Europese Unie te transporteren.

Momenteel zit Nabucco in de ontwerpfase; er zijn inderdaad diverse pijnpunten geweest (aardgaslevering door Azerbeidzjan of door Turkmenistan, de toestand in Turkije, enz.).

We zijn ervan overtuigd dat het Nabucco-project zal worden geselecteerd. Het is immers het verst gevorderd en het geniet de steun van potentiële uitvoerende landen. Als al die voorwaarden zijn vervuld, zou de bouw eind 2012 moeten starten.

16.03 **David Clarinval** (MR): Ik hoop dat men zich aan dat tijdpad zal kunnen houden, want de Russen hebben grootse plannen en men moet een oplossing kunnen voorleggen die daarmee kan wedijveren.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kristof Calvo.

17 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "het mogelijke ontslag van de heer Guido Camps" (nr. 4275)**

17.01 **David Clarinval** (MR): Terwijl de Nationale Bank van België (NBB) zich over de raming van de nucleaire rente boog, kondigde een van de vier leden van het directiecomité van de CREG, de heer Guido Camps, aan dat hij zou opstappen als de ramingen van de NBB lager zouden uitvallen dan die van de CREG.

De NBB bevestigt de raming van de CREG niet; integendeel, de cijfers van de NBB leunen dicht aan bij die van Electrabel. De NBB raamt de nucleaire rente op 750 à 900 miljoen euro, er is met andere woorden een verschil van één miljard euro ten opzichte van de gegevens van de CREG.

Zal u de heer Camps vragen om ontslag te nemen?

17.02 Minister **Paul Mignette** (*Frans*): In België heerst er geen echte reguleringscultuur. In de Angelsaksische landen weten de parlementsleden dat ze de regering niets moeten vragen over de reguleringsorganen, die onafhankelijk zijn. In het wetsontwerp betreffende de omzetting van het derde energiepakket staat overigens dat het Parlement, met toepassing van de Europese vereisten, zulke vragen aan de regulator kan stellen.

De Algemene Raad van de CREG gaf tijdens zijn vergadering van 27 april aan de tijd te zullen nemen om een gefundeerd antwoord op de studie van de Nationale Bank uit te werken.

U kunt het ontslag van de heer Camps eisen, maar vraag mij niet om mijn standpunt daaromtrent.

17.03 **David Clarinval** (MR): Ik zal dat nog deze namiddag doen.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de Belgische investeringen in hernieuwbare energie" (nr. 4278)**

18.01 **David Clarinval** (MR): In 2010 werd er op wereldvlak in de sector van de hernieuwbare energie 243 miljard dollar geïnvesteerd. China investeerde 54 miljard dollar, en daarna komen Duitsland, de

Verenigde Staten, Italië en Brazilië. België wordt in de studie van The Pew Charitable Trusts niet vermeld.

Kunt u mij de cijfers voor ons land meedelen?

18.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik beschik niet over de cijfers met betrekking tot de gewestelijke investeringen in de sector van de hernieuwbare energie. Ik verzoek u om contact op te nemen met mijn ambtgenoten van de Gewesten. In ieder geval is uit het verslag van België over de implementatie van de doelstellingen uit de richtlijn hernieuwbare elektriciteit gebleken dat België de doelstelling voor 2010, namelijk 6 procent, inderdaad heeft gehaald.

18.03 **David Clarinval** (MR): Ik hoopte dat er een studie was die een globaal overzicht geeft. Ik neem er nota van dat wij onze doelstellingen hebben bereikt.

Het incident is gesloten.

19 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de stijging van de elektriciteitsprijs die (ten onrechte) toegeschreven wordt aan de subsidies voor zonnepanelen" (nr. 4281)**

19.01 **David Clarinval** (MR): Volgens sommigen leidt het grote aantal zonnepanelen dat op het net wordt geïnstalleerd tot een stijging van de totale elektriciteitsprijs. In Duitse studies werd evenwel becijferd dat de productiekosten op het middaguur dankzij die zonnepanelen 17 procent lager liggen.

Wat is de totale impact van de aanwezigheid van zonnepanelen op de elektriciteitsprijs in België? Beschikt u in dat verband over een volledige studie? Wordt de gemiddelde toename van de distributiekosten gecompenseerd door de gemiddelde daling van de productiekosten?

19.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De bevordering en de financiële ondersteuning van de hernieuwbare energiebronnen zijn een Gewestmaterie. Wat de elektriciteit betreft, is het federale niveau uitsluitend bevoegd voor de offshore windmolens.

Naar aanleiding van de besprekingen over het wetsontwerp tot omzetting van het derde pakket heeft de ministerraad zich ertoe verbonden een oplossing aan te dragen, teneinde de kosten van de steunmaatregelen te verlagen voor de consumenten. De studies van de CREG over de samenstelling van de gas- en elektriciteitsprijs tonen aan dat de component 'distributie' een constante stijging heeft gekend en een zeer belangrijk deel van de uiteindelijke prijs aan het worden is. Ik heb mijn collega's van de Gewesten verzocht een sociaaleconomische impactstudie uit te voeren, teneinde in voorkomend geval corrigerende maatregelen te kunnen treffen.

19.03 **David Clarinval** (MR): Ik ben blij te horen dat u die objectieve studie hebt gevraagd.

Twee of drie jaar geleden hebben we zo een voorstel besproken met minister Laruelle en toen zijn we op weerstand van de Gewesten gestuit. Ik hoop dat we niet dezelfde moeilijkheid zullen ondervinden.

19.04 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De federale overheid zal samen met de Gewesten werken aan de problemen in verband met de bevoorradingszekerheid, de productiecapaciteit en de evaluatie van de kosten. We hebben de handen in elkaar geslagen om een echt totaalbeeld te verkrijgen. Ik hoop dat elkeen zijn verbintenissen onverkort zal nakomen.

19.05 **David Clarinval** (MR): Zal al die informatie door iemand worden gecentraliseerd en in een overzichtsdokument worden gegoten?

19.06 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Jazeker.

Het incident is gesloten.

20 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de huidige**

investeringen in grijze energie in België" (nr. 4289)

20.01 David Clarinval (MR): Momenteel stellen de investeringen in zogenaamde grijze energie niet veel meer voor, met name wegens de belastingrisico's, de moeilijkheden bij het verkrijgen van vergunningen van gemeenten of Gewesten en het totale gebrek aan langetermijnvisie met betrekking tot onze energiemix. Ondertussen worden we steeds afhankelijker van ingevoerde energie.

Welke investeringen werden er de afgelopen vijf jaar in ons land op het stuk van de conventionele energieproductie (gas, steenkool, kernenergie) gedaan? Welke projecten bevinden zich thans in een studiefase? Welke bedragen zijn er mee gemoeid? Wat is hun productiecapaciteit?

20.02 Minister Paul Magnette (*Frans*): We trachten voortdurend het investeringsklimaat te verbeteren. Het debat over de energiemix blijft actueel en ik heb trouwens een update van het GEMIX-verslag gevraagd.

Ook op federaal niveau hebben we getracht om de procedures voor het verlenen van exploitatievergunningen te vereenvoudigen. Een Gewest heeft het initiatief genomen om een uniek loket te openen, en een ander lijkt dezelfde weg te willen inslaan. Het Brussels Gewest is minder bij dit debat betrokken, omdat het als gevolg van de bevolkingsdichtheid slechts over een beperkte productiecapaciteit beschikt.

Een ander aspect zijn de risico's die verbonden zijn aan de regulering. Er moeten immers nog een aantal geschillen in dat verband uit het verleden worden opgelost.

Wat de investeringen in grijze energie betreft, werd er tussen 2006 en 2010 in de kerncentrales geïnvesteerd, omdat die voortdurend gemoderniseerd worden. Door de vervanging van een generator en de retrofit van sommige turbines kon de productie in die periode met 110 megawatt worden opgevoerd.

Er werden ook vergunningen verleend voor investeringen in de gascentrales tussen 2006 en 2010, wat overeenkomt met ongeveer 2.960 geïnstalleerde megawatt.

De federale overheid heeft een vergunning afgegeven voor een kolencentrale te Antwerpen met een vermogen van 1.100 megawatt. Het Gewest verleende echter geen vergunning en zal dat waarschijnlijk ook niet meer doen.

De projecten die nog worden bestudeerd, hebben betrekking op een totaal vermogen van ongeveer 2.160 megawatt.

20.03 David Clarinval (MR): Mijn vrees is dus gegrond. Wij komen inderdaad nauwelijks aan 3.000 megawatt. Maar heel wat oude eenheden worden gesloten en het risico bestaat dat de toename waarnaar u hebt verwezen daardoor wordt tenietgedaan. Ik ben er niet zeker van dat het vermogen van 2.160 megawatt van de projecten die momenteel worden bestudeerd, zal volstaan om de bestaande eenheden te vervangen en de toename van het verbruik op te vangen.

Het incident is gesloten.

20.04 Peter Logghe (VB): Ik zou mijn vraag nr. 4294 over de ombudsdienst energie een paar weken willen uitstellen. Ze komt iets te vroeg, we kunnen beter wachten op de resultaten van de eerste evaluatie.

21 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de concessie voor het zesde windmolenpark" (nr. 4298)

- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het intrekken van de offshore windmolenconcessie van Seastar voor de zone E" (nr. 4300)

21.01 Peter Logghe (VB): Volgens *L'Echo* zou de concessie die aan Seastar was verleend voor het zesde offshore windmolenpark, zijn ingetrokken, maar het bericht werd diezelfde dag nog tegengesproken. Onduidelijkheid troef, dus.

Is het ministerieel besluit dat de toekenning intrekt, al verschenen in het *Belgisch Staatsblad* en wordt dit nog

eens expliciet bekendgemaakt aan de betrokken partijen? Als de concessie effectief is ingetrokken, waarom is dat dan gebeurd? Klopt het dat de Raad van State in deze een bijkomende motivering heeft gevraagd? Wat zal er nu precies gebeuren met die concessie en volgens welke planning in de tijd?

21.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De concessie werd toegekend aan Seastar via een ministerieel besluit, op basis van een voorstel van de CREG. Een van de afgewezen concessiehouders, Electratar, heeft op 4 juni 2010 een beroep ingediend bij de Raad van State.

De Raad van State heeft de concessie inderdaad schematisch opgeheven, en dit vanwege een onvoldoende motivering van de akte. Ik heb daarom besloten om de opgeheven akte terug te trekken en de CREG gevraagd om een nieuw voorstel op basis van de vier aanvankelijk ingediende dossiers. Er is dus geen sprake van een nieuwe projectaanvraag. De nieuwe beslissing zal steunen op de oorspronkelijke selectiecriteria uit het KB van 20 december, maar ze zal wel rekening houden met de bezwaren van de Raad van State.

21.03 **Peter Logghe** (VB): Tegen wanneer zal de CREG hierop moeten antwoorden?

21.04 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Dat moet u vragen aan de CREG.

21.05 **Peter Logghe** (VB): Dat zal ik vanmiddag zeker doen.

Het incident is gesloten.

22 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Kristof Calvo** aan de minister van Klimaat en Energie over "de export van gammagrafietoestellen" (nr. 4335)

- de heer **Kristof Calvo** aan de minister van Klimaat en Energie over "de export van een grafietpers naar Iran" (nr. 4399)

22.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Tijdens een hoorzitting verklaarde de vertegenwoordiger van de Commissie van Advies voor de Niet-Verspreiding van Kernwapens (CANVEK) dat er 22 gammagrafietoestellen aan een bedrijf in Iran zijn geleverd. De bron die in de gammagrafietoestellen zit, iridium 192, heeft een levensduur van 200 dagen.

Zijn er werkelijk 22 zulke toestellen geleverd? Wanneer? Ging het om meer dan één levering? Is er voor elke levering een attest van het Waals Gewest? Verschillen deze attesten van de reguliere exportvergunningen? Hoeveel iridium 192 werd er geëxporteerd? Hadden alle leveringen dezelfde eindgebruiker? Heeft die onderneming banden met de Iraanse nucleaire industrie? Vallen deze leveringen onder artikel 26 van de wet van 28 april 2010? Tegen wanneer verwacht de minister duidelijkheid over de juridische procedure? Heeft Justitie de minister of de CANVEK hierover al geraadpleegd?

22.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Deze informatie staat onder voorbehoud van een gerechtelijk onderzoek en is gebaseerd op de initiële informatie van de administratie. Die beroept zich op de informatie van de exporteur zelf.

De term 'verschepping' die het FANC gebruikt, mag niet worden verward met de hoeveelheid uitgevoerde toestellen. Sedert de VN-sancties van kracht zijn, waren er vijf verscheppingen van verschillende gammagrafietoestellen, waarvan de meeste waren uitgerust met verarmd uranium als afschermingsmateriaal. Er waren ook tien verscheppingen van verschillende radioactieve bronnen die worden gebruikt voor niet-destructieve tests.

Deze verscheppingen gebeuren in uitvoering van verschillende contracten naar vier verschillende eindgebruikers in Iran. Er liepen nog een tweetal contracten toen de sancties ten aanzien van Iran werden aangekondigd. Die werden dan ook zonder uitvoerdocument naar Iran uitgevoerd.

De beraadslaging van de CANVEK van 19 maart 2009 slaat niet op de verscheppingen, maar op een specifiek contract met een eindgebruiker die niet dezelfde is als bij de voorgaande contracten. De CANVEK was op die datum nog niet op de hoogte van de uitvoer naar andere eindgebruikers. Pas in januari 2010 heeft Euratom

de CANVEK op de hoogte gebracht van de uitvoer van verarmd uranium naar Iran. Deze uitvoer, gebaseerd op de verschillende voorgaande contracten, is de aanleiding van de strafklacht.

Niet alleen het aantal toestellen is belangrijk maar ook de hoeveelheid verarmd uranium dat dient als afschermingsmateriaal en het aantal radioactieve bronnen dat aan Iran is geleverd voor niet-destructieve tests. Meer informatie kan niet worden verstrekt omdat het gerechtelijk onderzoek nog loopt.

De vragen over de attesten moeten aan de Waalse regering worden gesteld. Er is een verschil tussen een uitvoervergunning en een attest. Een uitvoervergunning kan worden uitgereikt voor goederen van tweeërlei gebruik die in de Europese controlelijst staan vermeld, een attest wordt uitgereikt voor goederen die niet op die lijst staan.

Veel radioactieve bronnen hebben een beperkte levensduur. Om de reisweg tussen fabrikant en cliënt vlotter te laten verlopen is de praktijk gegroeid om alle radioactieve bronnen te vergezellen van een attest van het Gewest waarin staat vermeld dat de goederen niet onder controle staan.

Er waren nog twee contracten lopende toen de sancties van kracht werden. De leveringen die uit die contracten voortkwamen zijn gerealiseerd zonder attest van een Gewest. Een gedetailleerde uitsplitsing welke gammagrafietoestellen bij welke radioactieve bronnen horen is niet voorhanden.

Er zijn leveringen geweest naar vier verschillende eindbestemmingen in Iran. De eindgebruiker van het exportdossier dat de CANVEK behandelt heeft is nog een andere eindgebruiker in Iran.

Een gammagrafietoestel kan pas worden gebruikt voor niet-destructieve testen als het toestel een radioactieve bron bevat. De uitvoer van gammagrafietoestellen kan dus niet opgelijst worden bij de uitvoer van de bijhorende bronnen.

De catch-allclausule in de CANVEK-wetgeving, die door artikel 26 van de wet van 28 april 2010 werd ingevoerd, was nog niet van toepassing toen de gammagrafietoestellen werden geëxporteerd. De klacht gaat over de uitvoer naar Iran, sinds 2007, van verarmd uranium dat onder de garantie van vreedzaam gebruik en niet-wederuitvoer valt. De CANVEK werd nooit geïnformeerd, noch geraadpleegd, over de intentie van een dergelijke uitvoer.

De uitvoer van verarmd uranium naar een niet-kernwapenstaat buiten de Europese Unie moet aan de CANVEK worden gemeld. Op basis van de wet van 9 februari 1981 werd een strafklacht ingeleid. De uitvoer van gammagrafietoestellen en de radioactieve bronnen kan worden beschouwd als een inbreuk op VN-resolutie 1737 inzake non-proliferatie.

Aangezien de levering van verarmd uranium naar Iran implicaties heeft voor Euratom en voor de verificatie- en inspectieactiviteiten van het Internationaal Atoomagentschap, was een strafklacht het gepaste antwoord van de Belgische Staat. De algemene directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie is de dossierbeheerder en onderhoudt de contacten met Justitie.

22.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Twee partijen hebben hier stevige steken laten vallen, MDS Nordion en het Waalse Gewest. Ik begrijp dat er regelmatig transporten hebben plaatsgevonden tussen MDS Nordion en diverse afnemers in Iran, die uiteraard schermvennootschappen kunnen zijn. Het gaat om gammagrafietoestellen, waarvoor radioactieve bronnetjes nodig zijn, en waar telkens 5 tot 10 kilogram verarmd uranium in zit. Wij weten dat er 22 toestellen verscheept zijn. De hoeveelheid verarmd uranium loopt dus op. Daarbij worden die radioactieve bronnetjes niet met exportvergunningen verscheept, maar met attesten, wegens de beperkte levensduur. Het gaat hier echter om iridium 192 voor gammagrafietoestellen en niet voor een medische toepassing, maar toch wordt dezelfde praktijk gehanteerd, wat betreurenswaardig is. Op het moment dat het dossier werd ingediend was de catch-allclausule inderdaad nog niet van toepassing, anders zouden die gammagrafietoestellen daar duidelijk wel onder vallen. De subcommissie Nucleaire Veiligheid zal haar werk hebben.

Mijn tweede vraag handelt over de export door een Vlaamse onderneming van een hoogtechnologische grafiepers naar Iran. Dit type van pers zou enkel van nut zijn voor rakettechnologie. In 2005 verklaarde de CANVEK zich terecht onbevoegd in deze kwestie, aangezien de wapenexport is geregionaliseerd. Het

Vlaams Gewest zag geen bezwaren en leverde een vergunning af. Nadien bestelde de Iraanse firma wisselstukken die slechts konden dienen voor een ombouw van de pers voor militair nucleair gebruik. De Vlaamse firma consulteerde de CANVEK hierover. Dergelijke praktijken zijn zorgwekkend en vergen extra waakzaamheid.

Kan de minister het verloop van dit dossier verder toelichten? Hoe anticipeert de CANVEK op dergelijke praktijken van *global shopping*? Werden bijkomende maatregelen genomen? Werden andere landen via het Internationaal Atoomenergieagentschap gewaarschuwd voor deze bestelling? Zou de initiële grafietpers onder de toepassing vallen van artikel 26 van de wet van 28 april 2010? Gaat de export sowieso niet in tegen de resoluties over Iran van de Verenigde Naties?

Klopt het dat in dit dossier ook een probleem speelt van te weinig personeel bij de inlichtingendiensten?

22.04 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): Op 3 februari 2005 ontving de CANVEK een exportaanvraag van een firma uit Halle met betrekking tot de uitvoer naar Iran van een comprimeermachine voor grafiet. Op basis van de technische gegevens kon de CANVEK geen nucleaire eigenschappen van de machine vaststellen. In april 2006 bestelde de Iraanse klant wisselstukken voor de grafietpers bij hetzelfde bedrijf en op 24 oktober 2006 ontving de CANVEK de informatie dat de gevraagde stukken de productie mogelijk maakten van nucleaire brandstoftabletten. De CANVEK adviseerde daarom negatief en de bevoegde ministers weigerden de uitvoer op 25 januari 2007.

Door de catch-allclausule van artikel 26 in de CANVEK-wetgeving kan men niet-geviseerde nucleaire producten toch onder controle plaatsen. Zowel het Internationaal Atoomagentschap als Euratom werden verwittigd. Ook Buitenlandse Zaken, de douane- en inlichtingendiensten hebben de nodige informatie doorgespeeld aan buitenlandse collega's.

Wat de vraag over het tekort aan personeel betreft, heb ik te weinig informatie, maar het ware jammer als dat het probleem zou zijn. Ik zal mijn collega's hierover aanspreken

22.05 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Ondernemingen nemen dus gelukkig soms zelf het initiatief om de CANVEK te consulteren voor de levering van wisselstukken en hier heeft de CANVEK vervolgens de juiste beslissing genomen.

Zorgwekkend is dat een exportvergunning werd verleend voor een grafietpers die bruikbaar is in de rakettechnologie en die ook werd besteld met een duidelijk andere opzet voor ogen. Mijn collega's in het Vlaams Parlement zullen daar zeker de nodige vragen over stellen, maar dat de Vlaamse regering tezelfdertijd de federale wetgeving in deze wil uithollen, vind ik behoorlijk wrang.

Het probleem van het personeelstekort bij de inlichtingendiensten is al eerder gesignaleerd in een jaarverslag van het Comité I. Ik hoop dus dat de minister dit binnen de regering zal aankaarten.

Het incident is gesloten.

23 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de samenstelling van de CANVEK" (nr. 4336)**

23.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): In januari 2006 formuleerde het Comité I een aantal aanbevelingen. Heel belangrijk bleek de continuïteit van de vertegenwoordiging bij de Commissie van Advies voor de Niet-Verspreiding van Kernwapens (CANVEK). Er moest ook worden gezorgd dat de vervangende leden de effectieve leden daadwerkelijk konden vervangen als dat nodig is.

De uitvoering van die aanbevelingen komt in gevaar door een tekort aan personeel bij bijvoorbeeld de inlichtingendienst ADIV. Misschien heeft het ook te maken met het feit dat de regering ontslagnemend is.

Kan de minister een schriftelijk overzicht geven van de huidige samenstelling van de CANVEK, de namen van de effectieve leden en de plaatsvervangers? Welke wissels werden de afgelopen drie jaar doorgevoerd? Is er voldoende continuïteit bij de vertegenwoordigers? Klopt het dat bepaalde diensten over onvoldoende personeel beschikken om afwezigheden op te vangen? Hebben de lopende zaken met steeds meer afscheid

nemende kabinetsmedewerkers invloed op de bezetting van de CANVEK?

23.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): In maart 2009 werden veertien vertegenwoordigers en plaatsvervangers benoemd om de ministers bij de CANVEK te vertegenwoordigen.

Een aantal mensen op de lijst, die ik schriftelijk zal bezorgen, is niet meer actief als vertegenwoordiger. De administratie Federaal Wetenschapsbeleid zal nieuwe vertegenwoordigers voorstellen. De vervanging van leden moet via een nieuw KB gebeuren zodra een nieuwe regering aantreedt.

Indien zowel het werkend als het plaatsvervangend lid niet aanwezig kan zijn op de vergadering, bestaat de mogelijkheid om schriftelijk advies van de afwezige leden in te winnen. Is dat niet mogelijk, dan dienen de leden voor een nieuwe beraadslaging opnieuw opgeroepen te worden.

Artikel 8, § 2, van dit huishoudelijk reglement van de CANVEK bepaalt dat op elke vergadering minstens één lid aanwezig moet zijn die respectievelijk de minister van Economische Zaken, de minister van Buitenlandse Zaken, de minister die de Staatsveiligheid onder zijn bevoegdheden heeft, de minister van Defensie en de minister die het FANC onder zijn bevoegdheden heeft, vertegenwoordigt.

De leden worden bij KB benoemd. Een regering van lopende zaken heeft weinig invloed op de kabinetsmedewerker die in de commissie van advies zetelt.

23.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Benoemen per KB is inderdaad problematisch in een periode van lopende zaken. Reden te meer om snel een volwaardige regering op de been te brengen.

Het incident is gesloten.

24 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het verrekenen van windenergiekosten in de elektriciteitsrekening" (nr. 4340)**

24.01 **Peter Logghe** (VB): Als alle windmolenparken tegen 2020 op volle kracht zullen draaien, dan zouden de energiekosten voor de klanten met 4 procent stijgen als de kosten voor de productie van windenergie worden doorgerekend. De minister verklaarde hiervoor een oplossing te zoeken en dacht in de richting van de nucleaire rente.

Klopt het dat de aansluitingskosten voor een windmolenpark ongeveer 100 miljoen euro bedragen? Zijn de kosten voor een eventuele supergrid inbegrepen? Gaat het om eenmalige kosten? Wordt de positie van Electrabel op de energiemarkt niet nog sterker gemaakt als de nucleaire rente de financiële weerslag van de windmolenparken moet milderen? Kan de minister een overzicht bezorgen van de aansluitingskosten van alle energiebronnen?

24.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De kosten voor het aansluiten van een offshore windmolenpark schommelen inderdaad rond de 100 miljoen euro per park. De tussenkomst van Elia is maximum 25 miljoen euro. De aansluitingskosten zijn eenmalig, maar het terugkopen van groene certificaten vormt een terugkerende kostenfactor die weegt op de transporttarieven van Elia.

Voorstellen om de kosten van groenestroomcertificaten te verminderen zullen behandeld worden door de ministerraad tijdens de tweede lezing van het wetsontwerp over het derde pakket energiemaatregelen. Een deel van de nucleaire bijdrage zou hiervoor gebruikt kunnen worden.

Het is een goed idee om alle aansluitingskosten van de verschillende technologieën eens op te lijsten.

Er werd herhaaldelijk overlegd met de regio's over sociaaleconomische steunmaatregelen, maar dat is geen federale bevoegdheid.

24.03 **Peter Logghe** (VB): Energie is al duur in ons land en wordt alleen maar duurder. Ik ben bevreesd over de toekomst. Wanneer zal de commissie het overzicht van de aansluitingskosten kunnen inkijken?

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.11 uur.